

BUREAU DU 30 MARS 2018

CENTRE DES EXPOSITIONS – 11H30

COMPTE RENDU SOMMAIRE

Le Bureau de Nantes Métropole, dûment convoqué le 23 mars 2018, a délibéré sur les questions suivantes :

Nombre de Membres du Bureau en exercice : 47

Présidente de séance : Madame Johanna ROLLAND – Présidente de Nantes Métropole

Secrétaire de séance : Madame LE BERRE Dominique

Points 01 à 05 (11h35 à 11h56)

Présents : 36

M. ALIX Jean-Guy, M. ALLARD Gérard, M. AMAILLAND Rodolphe, Mme BESLIER Laure, M. BOLO Pascal, M. BUQUEN Eric, M. BUREAU Jocelyn, Mme CHEVALLEREAU Claudine, Mme CHIRON Pascale, Mme COPPEY Mahel, M. COUTURIER Christian, M. DAVID Serge, Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique, M. DUCLOS Dominique, M. GARREAU Jacques, Mme GESSANT Marie-Cécile, Mme GRESSUS Michèle, M. HAY Pierre, Mme LAERNOES Julie, Mme LE BERRE Dominique, Mme LE STER Michèle, Mme LEFRANC Elisabeth, M. LUCAS Michel, Mme MAISONNEUVE Monique, M. MORIVAL Benjamin, M. MOUNIER Serge, M. PRAS Pascal, Mme PREVOT Charlotte, M. RIOUX Philippe, M. ROBERT Alain, Mme ROLLAND Johanna, M. ROUSSEL Fabrice, M. SOBCZAK André, Mme SOTTER Jeanne, M. VEY Alain, M. VOUZELLAUD François

Absents et représentés : 6

M. AFFILE Bertrand (pouvoir à M. BUREAU Jocelyn), M. GILLAIZEAU Jacques (pouvoir à Mme BESLIER Laure), M. GUERRIAU Joël (pouvoir à M. RIOUX Philippe), M. LEMASSON Jean-Claude (pouvoir à M. GARREAU Jacques), Mme NAEL Myriam (pouvoir à Mme SOTTER Jeanne), M. PARPAILLON Joseph (pouvoir à Mme MAISONNEUVE Monique)

Absents : 5

Mme DUPORT Sandrine, Mme GRELAUD Carole, Mme NEDELEC Marie-Hélène, M. NICOLAS Gilles, Mme PERNOT Mireille

Points 06 à 11 (11h57 à 12h13)

Présents : 37, Absents et représentés : 6, Absents : 4

Arrivée de Mme Carole GRELAUD

Points 12 et 13 (12h14 à 12h18)

Présents : 37, Absents et représentés : 7, Absents : 3

Départ de Mme Claudine CHEVALLEREAU, donne pouvoir à M. Christian COUTURIER

Arrivée de Mme Mireille PERNOT

Points 14 à 18 (12h19 à 12h27)

Présents : 34, Absents et représentés : 9, Absents : 4

Départ de Mme Julie LAERNOES

Départ de M. Pascal PRAS qui donne pouvoir à Mme Michèle GRESSUS

Départ de M. Gérard ALLARD qui donne pouvoir à Mme Charlotte PREVOT

Points 19 à 22 (12h28 à 12h33)

Présents : 32, Absents et représentés : 11, Absents : 4

Départ de M. Rodolphe AMAILLAND qui donne pouvoir à Mme Michèle LE STER

Départ de Mme Véronique DUBETTIER-GRENIER qui donne pouvoir à M. François VOUZELLAUD

Point 23 (12h34 à 12h36)

Présents : 31, Absents et représentés : 12, Absents : 4

Départ de M. Jean-Guy ALIX qui donne pouvoir à M. Benjamin MORIVAL

Points 24 à 32 (12h37 à 12h51)

Présents : 29, Absents et représentés : 11, Absents : 7

Départ de M. Jacques GARREAU qui donne pouvoir à M. Dominique DUCLOS et qui annule le pouvoir de M. Jean-Claude LEMASSON

Départ de Mme Monique MAISONNEUVE qui annule le pouvoir de M. Joseph PARPAILLON

01 – TRANSITION ENERGETIQUE : « UNE OFFRE PEDAGOGIQUE TERRITORIALE POUR LES ENFANTS DE LA METROPOLE » - COORDINATION ET ANIMATION DE L'OFFRE PEDAGOGIQUE – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT

EXPOSE

A l'issue des 200 jours de mobilisation citoyenne, la commission indépendante du Grand Débat Transition Énergétique a rappelé de manière forte que la transition ne se fera qu'avec l'engagement volontaire et éclairé de chacun. Aussi, la feuille de route transition énergétique adoptée au conseil métropolitain du 16 février 2018 pose comme engagement de « proposer une offre pédagogique territoriale en matière de transition énergétique pour les enfants de la métropole ».

Cet engagement nous invite à faire le bilan de la manière dont les politiques publiques conduites par Nantes Métropole prennent en compte un volet « éducation au développement durable ». En effet, dans le but de favoriser la compréhension des enjeux territoriaux et d'inciter aux changements de comportement dès le plus jeune âge, Nantes Métropole propose déjà une offre riche sur les enjeux « environnement / biodiversité », « énergies », « transports / déplacements » et « consommation / déchets ».

Cette offre éducative est destinée principalement au public des écoles primaires de la Métropole et permet une bonne articulation avec les compétences communales. Elle se compose notamment :

- de cycles : l'eau en milieu urbain, l'arbre, la forêt, le bois, les déchets...
- de parcours : parcours eau, nature en ville, énergies, transports et déplacements...
- de visites de sites : visite de la zone à trafic limité
- de défis (mobilisation de l'ensemble d'un établissement) : défi Class'Energie, défi Classe zéro déchet.

Les différents marchés en cours s'achèvent à la fin de l'année scolaire 2017/2018, et sont, au regard des engagements pris dans la feuille de route, l'opportunité de cadrer une nouvelle offre pédagogique harmonisée à partir de l'année scolaire 2018/2019 dans un double objectif :

1/ proposer une offre harmonisée et certifiée pour les acteurs de l'enseignement, dans le but de proposer des parcours cohérents aux enfants de la métropole, toujours en phase avec les programmes de l'éducation nationale, et en laissant la possibilité d'ouvrir à des sujets émergents,

2/ réaliser des économies de gestion en mutualisant les marchés

Ainsi la nouveauté portera à la fois sur le nombre de classes potentiellement touchées (à titre indicatif, pour l'année scolaire 2018/2019, Nantes Métropole vise l'accompagnement de 275 classes) et sur les thématiques traitées (meilleure mise en valeur des thématiques : énergies, déplacements, consommation / déchets, biodiversité / eau...).

Pour répondre à ce besoin, il convient de lancer une consultation relative à la coordination et l'animation de l'offre pédagogique en matière d'éducation au développement durable.

Conformément aux articles 25-I.1°, 66 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la réalisation de ces prestations.

En application des articles 78 à 80 du décret n°2016-360 précité, le marché prendra la forme d'un accord-cadre mono-attributaire d'une durée de 4 ans. Celui-ci sera dépourvu de montant minimum, mais comportera un montant maximum arrêté à 1 500 000 € HT.

Cet accord-cadre s'exécutera pour partie par émission de bons de commande (pour les prestations d'animation classiques) et pour partie par l'attribution de marchés subséquents (avec un premier marché subséquent tenant aux prestations de coordination pour un montant estimé à 200 000 € HT).

Pour les dépenses de fonctionnement, les crédits correspondants sont prévus au budget 2018 chapitre 011 sur les 4 politiques publiques suivantes : Déplacement: Opération 2923 "Outils de promotion de la mobilité durable"; Energie: Opération 3395 "Animation développement durable" et Opération 2919 "Centrale photovoltaïque"; Environnement: Opération 3031 "Développement des espaces forestiers" Opération 704 "Actions de communication déchets"; Eau: Opération 3326 "Frais activités autorité organisatrice" .

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Autorise le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire d'une durée de 4 ans, et assorti d'un montant maximum de 1 500 000 € HT, pour la coordination et l'animation de l'offre pédagogique en matière d'éducation au développement durable.

2 - Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer l'accord-cadre et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction des services de mobilité

02 – ENGAGEMENTS LOIRE - RÉALISATION DE DEUX PONTONS SUR LES RIVES DE LOIRE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

EXPOSE

Par délibération du 15 décembre 2015, le Conseil Métropolitain a approuvé, à l'issue du Débat Loire, le document « Nantes, la Loire et nous – Nos engagements pour demain ». Les trente engagements adoptés sont structurés autour de grands thèmes, dont «La Loire, des pratiques et des usages».

En lien avec l'engagement 24 du Débat Loire, Nantes Métropole, en partenariat avec la SEMITAN, a réalisé une étude sur le développement des liaisons fluviales sur la Loire.

Afin de répondre aux enjeux de maillage du réseau, de traversée de la Loire, d'accompagnement du développement urbain, il est proposé, dans le cadre de cette délibération, la réalisation d'infrastructures permettant le développement d'une première liaison fluviale. Cette nouvelle liaison permettra de connecter l'ouest de l'île de Nantes (connexion avec le chronobus C5) au secteur du Bas Chantenay (connexion gare et future ligne chronobus C20). Pour ce faire, il est donc proposé la réalisation de deux pontons.

Au regard des enjeux énumérés ci-dessus et des compétences développées par NGE puis NMGS dans la réalisation de pontons (ponton Belem), dans la gestion et l'entretien de tels équipements, il est prévu de confier cette mission à la SPL Nantes Métropole Gestion Services (NMGS), créée lors du Conseil Métropolitain du 24 mars 2017 et sur laquelle Nantes Métropole exerce un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services.

Cette mission sera lancée sous forme de marché de mandat, conclu sans publicité ni mise en concurrence, conformément à l'article 17 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

La mission confiée à NMGS consiste à assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de deux pontons basés au Bas Chantenay et sur l'île de Nantes et, notamment, à lancer les études préalables au lancement de la procédure de maîtrise d'oeuvre.

Le programme détaillé sera à affiner en fonction de l'expertise précise des sites et comprendra :

- la finalisation du positionnement des stations et du choix des équipements,
- les études et dossiers réglementaires,
- les études techniques complémentaires (sondages,...),
- la construction des embarcadères et leurs installations.

L'enveloppe financière prévisionnelle pour la réalisation de deux pontons est estimée à 1 900 000 € HT, soit 2 280 000 € TTC, comprenant la rémunération du mandataire NMGS estimée à 200 000 € HT, soit 240 000 € TTC. Le marché de mandat correspondant sera conclu dans le cadre des délégations du Conseil à la Présidente.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget principal, dans l'AP 007 libellée «Grands Equipements Economiques», opération n° 2018/3854, libellée «Création de pontons».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

- 1- Approuve le programme de l'opération relative à la réalisation de deux pontons,
- 2- Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 1 900 000 € HT, soit 2 280 000 € TTC ,
- 3- Sollicite le cas échéant les subventions auprès des organismes concernés,
- 4- Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction de l'Immobilier

03 – ENGAGEMENTS LOIRE - COUERON – LE PARADIS – ACQUISITION D'UN IMMEUBLE BATI AUPRES DE LA SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE BONGARAND

EXPOSE

Dans le cadre de la politique foncière de Nantes Métropole, il convient de procéder à l'acquisition d'un immeuble bâti cadastré section DO n° 94 d'une superficie totale de 5 050 m² situé sur la commune de Couëron, lieu-dit « Le Paradis », auprès de la Société Civile Immobilière BONGARAND, représentée par M. et Mme MENEVAULT.

Ce bien à usage d'entrepôt est inscrit en zone UE du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par le Conseil communautaire le 17 décembre 2007.

Cette acquisition est nécessaire à la constitution d'un espace qui s'inscrit dans les 30 engagements adoptés à la suite du débat « Nantes la Loire et nous » mené par la Métropole. Plus précisément, il répond à l'engagement n°1 portant sur la valorisation des pratiques nautiques développées en bordure du fleuve. Ainsi, ce local directement connecté aux cales du bac permettra à l'association d'aviron de Couëron de pratiquer plus aisément ses activités. A plus long terme, cet emplacement est stratégique pour le développement d'usages plus transversaux comme ceux liés au tourisme et aux promenades à pied et à vélo. Cette acquisition permettra de rendre possible le développement conjoint avec la commune d'un site des bords de Loire. Il s'agit d'une des premières concrétisations sur la commune de Couëron qui illustre la volonté de marquer, par des réalisations tangibles sur l'ensemble du territoire métropolitain, la réconciliation de la Métropole et du fleuve au bénéfice des citoyens et des acteurs, au bénéfice également de la qualité de vie et de l'attractivité de l'ensemble métropolitain.

Un accord est intervenu avec la propriétaire de ce bien moyennant le prix de 176 000 € net vendeur, augmenté de la commission d'agence immobilière pour un montant de 8 800 € .

Le service du Domaine a donné un avis favorable sur le montant de cette acquisition en date du 8 juin 2017.

Les frais d'acte notarié et d'agence immobilière seront supportés par Nantes Métropole.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°33 et libellée Projets d'aménagement urbain, opération 2018 - N° 3847 libellée Acquisition le Paradis - Couëron.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 – Décide d'acquérir auprès de la Société Civile Immobilière l'immeuble bâti cadastré section DO n° 94 d'une surface de 5 050 m² situé au lieu-dit « Le Paradis » à Couëron, au prix de 176 000 € net vendeur, augmenté de la commission d'agence immobilière pour un montant de 8 800 €, les frais d'acte et d'agence immobilière étant à la charge de Nantes Métropole,

2 – Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le 1^{er} Vice-président; à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'acte à intervenir, payer le prix et les frais afférents à l'acte.

Direction de l'Immobilier

04 – TRANSITION ENERGETIQUE - SAINT-HERBLAIN – QUAI EMILE CORMERAIS – CESSION D'UN IMMEUBLE NON BATI A VOL-V BIOMASSE

EXPOSE

Nantes Métropole est propriétaire d'un immeuble cadastré section CZ n°s 29 (4 470 m²) et 56 (24 792 m²) d'une superficie totale de 29 262 m², situé sur la commune de SAINT-HERBLAIN, quai Emile Cormerais, qui a été acquis en juillet 2017 par Nantes Métropole au titre de sa politique foncière en faveur du développement économique.

Cet immeuble est inscrit en zone UG du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par le Conseil communautaire du 22 juin 2007, et grevé du Plan de Prévention des Risques et d'Inondations de la Loire Aval de l'Agglomération Nantaise en aléa moyen et fort.

Il est également situé dans le périmètre de l'orientation d'aménagement de la zone industrielle de la Loire, dont l'objectif est notamment de conforter le coeur industriel du secteur.

La cession d'une partie de ce terrain va permettre de développer une unité de méthanisation, en accord avec une des orientations de la feuille de route Transition Énergétique approuvée en février 2018, qui propose de développer la production d'énergie renouvelable à partir de déchets.

Le projet, assis sur une surface d'environ 23 570 m², est porté par la société VOL-V BIOMASSE, à partir de la transformation de biodéchets provenant de l'agriculture, de l'agro-industrie. La mise en route de l'unité devrait intervenir à l'horizon 2022.

Un accord est intervenu avec la société VOL-V BIOMASSE, pour la cession de ce bien au prix de 371 600 € H.T, lequel sera ajusté à la hausse ou à la baisse à la réitération par acte authentique selon la surface définitive, déterminée après document d'arpentage.

Le prix négocié tient compte des différentes zones impactées par le Plan de Prévention des Risques et d'Inondations (PPRI) de la Loire Aval dans l'Agglomération Nantaise. Il est ainsi décomposé comme suit :

	Surface approximative	Prix
Aléa fort : 5 €/m²	13 420 m ²	67 100 €
Aléa moyen et faible Prix de référence : 30 €/m² (soit un abattement de 25 % sur le prix de référence)	10 150 m ²	304 500 €
TOTAL	23 570 m ²	371 600 €

Le service du Domaine a donné un avis favorable sur le montant de cette cession, en date du 18 janvier 2018.

Cette vente est assortie des conditions suspensives majeures suivantes :

- L'obtention par VOL-V BIOMASSE :

* d'un prêt financier nécessaire à l'implantation de ses installations (achat du terrain, et construction des équipements),

* des autorisations administratives et environnementales nécessaires à l'exploitation d'une centrale de méthanisation, dont le dépôt de dossier complet de demande d'autorisation unique aura été réalisé au plus tard le 31 décembre 2019.

L'ensemble de ces conditions suspensives devra être réalisé au plus tard le 30 décembre 2021, date d'échéance du compromis de vente.

Par ailleurs, Nantes Métropole bénéficiera d'un droit de préférence d'une durée de 30 ans qui pourra s'appliquer en cas de revente éventuelle du bien auprès d'un tiers, et ce en complément du droit de préemption urbain qui pourra être exercé par la collectivité.

Une information détaillée de l'état environnemental du bien vendu sera également délivrée à l'acquéreur, notamment au regard de l'activité industrielle ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) préalablement exploitée par la société TOTAL – Groupement Pétrolier de Nantes, dont le site a été démantelé en 2008.

Les frais de géomètre et d'acte notarié sont supportés par l'acquéreur.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1. Décide de céder à la société VOL-V BIOMASSE, l'immeuble non bâti, situé sur la commune de SAINT-HERBLAIN, cadastré section CZ n° 29 et 56 pour partie, d'une surface approximative de 23 570 m² pour un montant total d'environ 371 600 € HT, les frais d'acte notarié et de géomètre seront à la charge de l'acquéreur,

2. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué, à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'acte à intervenir.

Direction Générale Déléguée à la Cohérence Territoriale

05 – VOIRIE - ESPACES PUBLICS - PROGRAMMES ENVELOPPES – LANCEMENT DE CONSULTATIONS

EXPOSE

Pôle Erdre et Cens

1 - ORVAULT – ACCOMPAGNEMENT DE LA ZAC DU VALLON DES GARETTES -APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

Dans la continuité de l'aménagement de la rue Robert Le Ricolais et des abords de la ZAC du Vallon des Garettes sur la commune d'Orvault, et dans le cadre du Plan Communal de Déplacement Doux, il convient aujourd'hui d'aménager la voie métropolitaine VM42 (ex RD) et de lancer les travaux sur la séquence de la rue Saint Joseph jusqu'au carrefour Beausoleil.

Les enjeux de ce projet consistent à assurer la sécurité des modes actifs sur un axe urbanisé et très fréquenté, en prolongeant l'itinéraire déjà aménagé en direction du centre-ville.

Le projet prévoit notamment :

- la création de plates-formes piétons/cyclistes, larges, confortables et accessibles de type voie verte,
- la mise en accessibilité de 4 arrêts de transports en commun,
- et la création de 5 places de covoiturage.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 499 250 € HT soit 599 100 € TTC (valeur juillet 2018).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

Le contenu et la nature homogènes des travaux à réaliser ne permettent pas un allotissement.

Le montant des travaux est estimé à 467 500 € HT soit 561 000 € TTC.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°036 libellée 'Nouveaux aménagements de voirie', opération n° 2017-2888 libellée "Nouveaux aménagements voirie pôle Erdre et Cens" et sur l'AP46, libellée « Axes structurants chronobus » opération, 2017-3540, libellée « Mise en accessibilité arrêts bus ».

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI à hauteur de 590 000 €. Pôle Loire, Sèvre et Vignoble

2 - SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE – RUE DE LA GARE D'ANJOU – AMENAGEMENT DE LA VOIE – MODIFICATION DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Par délibération en date du 3 juin 2016, le Bureau métropolitain a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle du projet d'aménagement de la rue de la Gare d'Anjou à Saint-Sébastien-sur-Loire.

Suite à une requalification du projet initial, l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'aménagement de l'allée de la Gare d'Anjou a été revalorisée au Bureau métropolitain du 29 septembre 2017, pour être portée à 915 000 € HT soit 1 098 000 € TTC.

Une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux a été lancée. L'analyse des offres laisse apparaître que l'estimation initiale de 833 333,33 € HT soit 1 000 000 € TTC, est insuffisante pour réaliser l'ensemble des travaux envisagés.

Partant de ce constat, des négociations ont été engagées avec les entreprises soumissionnaires. Malgré cette démarche, il est nécessaire d'augmenter l'enveloppe financière prévisionnelle de 120 000 € TTC pour la porter à 1 015 000 € HT soit 1 218 000 € TTC.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 036, libellée « Nouveaux aménagements de voirie », opération n°2016-3239, libellée « Nouveaux aménagements de voirie Pôle Loire Sèvre & Vignoble».

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

3 – SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE – LIAISON ROUTE DE CLISSON / PORTE DE SAINT-SEBASTIEN – 2^{ème} PHASE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

Sur le territoire de l'agglomération nantaise, la route de Clisson assure une fonction de pénétrante vers le centre de l'agglomération, mais ne dispose pas d'un réel point d'échange avec le périphérique. Pour remédier à cette situation, il a été décidé de réaliser une voie nouvelle empruntant la rue Marie Curie et assurant la liaison directe entre la route de Clisson et l'échangeur de la Porte de Saint Sébastien.

En 2013, le tiers central de cette nouvelle voie de liaison a été réalisé pour accompagner l'urbanisation du secteur. L'objet de la présente opération est d'aménager le tiers nord reliant la partie déjà aménagée à l'échangeur de la porte de Saint Sébastien.

Par délibération du 1^{er} juillet 2016, le bureau métropolitain a approuvé le programme de l'opération d'aménagement de la rue Marie Curie à Saint Sébastien-sur-Loire et fixé l'enveloppe financière prévisionnelle à 975 000 € HT, soit 1 170 000 € TTC.

Les travaux comprennent la création d'une voie nouvelle, selon le même profil que la partie déjà réaménagée, mais également la réalisation des ouvrages hydrauliques permettant d'améliorer le fonctionnement du réseau d'évacuation des eaux pluviales de l'ensemble du secteur d'activité. Par ailleurs, une voie verte sera créée à travers le bois des Gripôts, permettant de relier une zone d'habitation située à l'Est, au secteur commercial.

Le groupement de maîtrise d'œuvre de l'opération, dont la société 2LM est mandataire, ayant remis son projet, il convient de lancer la consultation pour la réalisation des travaux.

Cette consultation comprend 3 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 900 000 € HT, soit 1 080 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget d'investissement sur l'AP 28 libellée « Accessibilité de l'agglomération », opération 2016-3702, libellée « Saint Sébastien / Loire - Prolongement de la rue Marie Curie ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

Pôle Sud-Ouest

4 – SAINT JEAN DE BOISEAU – AMENAGEMENT LOTISSEMENT LES GENETS - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

Le projet consiste à réaménager des espaces de circulation pour les piétons et les véhicules, dans le lotissement des Genêts sur la commune de Saint-Jean-de-Boiseau. L'objectif est d'une part d'offrir aux piétons des continuités de cheminement accessibles et confortables, et d'autre part d'apaiser la circulation des véhicules.

Les travaux comprennent :

- la réalisation de traversées piétonnes surbaissées,
- la rénovation complète des revêtements des trottoirs et le déplacement de candélabres,
- la création de plateaux surélevés sur divers carrefours,
- la transformation de rue de desserte en espace partagé,
- la requalification des places par l'apport d'espaces verts et le remplacement d'arbres dépérissants.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 233 333,33 € HT soit 280 000 € TTC (valeur mars 2018).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La consultation comprend 3 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 195 000 € HT soit 234 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°036 et libellée Nouveaux Aménagements de voirie, opération 2016 - N° 2883, libellée Nouveaux Aménagements de voirie - Pôle Sud Ouest. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI .

Pôle Loire, Sèvre et Vignoble

5 – LES SORINIERES – AMENAGEMENT ET RENOVATION DE LA RUE DE LA POSTE – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

En 2014, une voie verte a été aménagée rue de la Poste sur la commune des Sorinières, sur le tronçon compris entre le chemin de la Forêt et la rue des Orfèvres.

Il convient aujourd'hui d'aménager le 2ème tronçon de la rue de la Poste, entre les rues des Orfèvres et du général de Gaulle. Ce tronçon comprend actuellement un trottoir côté nord, difficilement accessible aux personnes à mobilité réduite. Côté sud, cette voie ne comporte ni trottoir, ni aménagement cyclable. Les vitesses relevées y sont élevées et cette rue est classée prioritaire au Plan Communal de Déplacements Doux.

L'aménagement consistera donc en la création de trottoirs aux normes, d'un plateau et d'écluses. Une zone 30 sera créée. Au préalable, le réseau d'eaux usées sera réhabilité. Par ailleurs, la chaussée, fortement dégradée, sera rénovée.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération (neufs et rénovation) est estimée à 325 000 € HT soit 390 000 € TTC (valeur janvier 2018).

Il apparaît opportun de regrouper l'ensemble de ces travaux et de ne lancer qu'une seule et même consultation pour répondre à la fois aux besoins d'aménagement des déplacements et de réfection des revêtements de chaussée.

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

Le contenu et la nature homogènes des travaux à réaliser ne permettent pas un allotissement.

Le montant global des travaux à réaliser, neufs et rénovation, est estimé à 317 500 € HT soit 381 000 € TTC.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°036, libellée, « Nouveaux aménagements de voirie », opération n°2017-3239, libellée « Nouveaux aménagements de voirie Pôle Loire sèvre Vignoble » et sur l'AP n°037, libellée « Entretien du patrimoine », opération n°2017-2881, libellée « Entretien Rénovation Sécurité Pôles ».

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI à hauteur de 240 000 € TTC.

Pôle Sud-Ouest

6 – BOUGUENAI – AMENAGEMENT DU CENTRE BOURG - PLACES JEAN BAPTISTE SAY - EGLISE ET REPUBLIQUE- LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

Par délibération du 1^{er} juillet 2016, le Bureau Métropolitain a approuvé le programme et l'enveloppe financière de l'opération d'aménagement du centre-bourg et des places Jean Baptiste Say, de l'Église et de la République sur la commune de Bouguenais pour un montant de 2 041 666,67 € HT soit 2 450 000 € TTC.

Les aménagements envisagés, réalisés dans le cadre d'un centre-ville apaisé, vivant et actif, consisteront principalement :

- à organiser des circulations et des stationnements (bus, accès pompiers et ambulance, véhicules et modes doux, évènements d'animation),
- à requalifier des places, parking et voies publiques,
- à créer un parvis à l'entrée de l'EHPAD et de l'Église,
- à réaliser l'amorce des liaisons modes actifs vers le parc du château de Beauvoir,
- à modifier et à rénover l'éclairage public,
- à rénover le patrimoine existant (assainissement, voirie, mobilier urbain, espaces verts),
- et à conforter le commerce de proximité.

Le maître d'œuvre de l'opération le groupement CITTA/Atelier FIL/TUGEC ayant remis son projet, il convient de lancer la consultation pour la réalisation des travaux.

La consultation comprend 3 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 1 875 000 € HT soit 2 250 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°036, libellée « Nouveaux Aménagements de voirie », opération 2016-3704, libellée « Bouguenais – Centre Bourg – JB Say Eglise- République ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI .

Pôle Loire Chézine

7 – COUERON - AMENAGEMENT DE LA RUE DU DOCTEUR JANVIER - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Afin de répondre à la densification urbaine du quartier de la rue du Docteur Janvier à Couëron, il convient de requalifier cette rue située en cœur de centre-ville. Il s'agit en effet d'améliorer la desserte en équipements publics tels que les trottoirs et le stationnement. Les travaux d'aménagements doivent ainsi permettre d'assurer les fonctions usuelles de circulation des véhicules, des vélos, des piétons et de stationnement public. De plus, la modernisation de l'espace public sera garantie par l'effacement des réseaux sur tout le linéaire de la voie.

Cette opération d'aménagement se déroulera en deux phases.

La première phase consiste à réaliser des travaux de voirie provisoires entre la rue du Docteur Janvier et le parking de la Salle de l'Estuaire. Par ailleurs, des travaux d'effacement des réseaux aériens, de rénovations et de renforcement seront réalisés sur l'ensemble de l'axe. Enfin, le bassin de rétention des eaux pluviales à proximité du parking de la Salle de l'Estuaire sera recalibré afin d'assurer une amélioration hydraulique.

La deuxième phase interviendra ultérieurement et consistera à réaliser les aménagements de voirie définitifs sur l'intégralité de l'axe de la rue du Docteur Janvier.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération globale est estimée à 700 000 € HT soit 840 000 € TTC (valeur mars 2018) dont 333 333,33 € HT soit 400 000 € TTC pour la phase 1.

Pour la réalisation de cette opération (phases 1 et 2), il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, qui compte tenu du montant estimé de ses honoraires, sera désigné dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente.

Les crédits correspondants à la phase 1 sont prévus au budget sur l'AP n°036, libellée « Nouveaux Aménagements de voirie », opérations 2016-2889 et 2017-2889, libellée « Nouveaux aménagements de voirie, pôle Loire Chézine ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

Pôle Loire, Sèvre et Vignoble

8 – REZE – AMENAGEMENT DE LA RUE DE L'AERODROME – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

La rue de l'Aérodrome est l'une des entrées de ville de la commune de Rezé. Actuellement, cette rue est bordée d'accotements, de poteaux soutenant des réseaux aériens et elle ne comporte aucun aménagement cyclable.

Inscrite comme prioritaire dans le Plan Communal de Déplacements Doux, il convient aujourd'hui de procéder à des aménagements qui permettront de sécuriser l'itinéraire pour les modes actifs, depuis la rue Jules Vallès à Bouguenais jusqu'à la rue de la Classerie à Rezé. Le projet consiste à effacer des réseaux et à réaliser des cheminements sécurisés, pour les piétons et les cyclistes, de part et d'autre de la voie.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 500 000 € HT soit 600 000 € TTC (valeur janvier 2018).

Pour la réalisation de cette opération, il a été nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe pour la réalisation des éléments de missions AVP et PRO, qui compte tenu du montant estimé de ses honoraires, a été désigné dans le cadre des délégations du Conseil à la Présidente. La maîtrise d'œuvre en phase chantier (ACT, DET, VISA, OPC, AOR) sera assurée par les services de Nantes Métropole.

Le maître d'œuvre de l'opération, la société ECR Environnement ayant remis son projet, il convient de lancer la consultation pour la réalisation des travaux.

La consultation comprend 2 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 420 833,33 € HT soit 505 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°2017-025, libellée « Déplacements doux tous modes », opération n°2017-3382, libellée « Plans communaux de déplacements doux ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

9 – REZE – SECTEUR CONFLUENT – AMENAGEMENT DE L'ESPLANADE ROSA PARKS ET DE LA RUE DE LA GARE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

Le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'aménagement du secteur Confluent sur la commune de Rezé ont été approuvés par délibération du Bureau Métropolitain lors de sa séance du 7 juillet 2017 pour un montant de 2 000 245,83 € HT soit 2 400 295 € TTC.

Le Cabinet Céramide, maître d'œuvre de l'opération, a remis son projet pour la partie relative à l'esplanade Rosa Parks et à la rue de la Gare. Il convient de lancer la consultation pour la réalisation des travaux correspondants.

La consultation comprend 3 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 1 416 666,66 € HT soit 1 700 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Pour mémoire, la partie relative à l'aménagement de l'avenue de la Libération sera traitée à l'issue de cette phase et fera l'objet d'une délibération qui sera soumise à une prochaine instance.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°036, libellée « Nouveaux aménagements de voirie », opération n°2014-3539, libellée « Rezé – Aménagement du secteur Confluent ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

Pôle Loire Chézine

10 – SAINT-HERBLAIN – AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU CENTRE BOURG- APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Le centre-bourg et l'église Saint Hermeland constituent le cœur historique et patrimonial de la ville de Saint - Herblain. La population augmente régulièrement dans ce quartier grâce à la construction de nombreux logements collectifs.

Cependant, les espaces publics composés par la place de l'abbé Chérel et ses rues avoisinantes (rues Pierre Gicquiau, des Prés, Jean-Marie Brûlé et du général Zimmer) sont vieillissants et n'apparaissent plus adaptés. Aussi, il est prévu de les réaménager de manière à :

- mettre en valeur le patrimoine,
- créer un filot dédié aux piétons,
- développer les aménagements cyclables,
- mettre en valeur les commerces existants,
- relier le centre-bourg aux espaces naturels situés au Sud,
- limiter la circulation et les accès automobiles.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 2 291 666,66 € HT soit 2 750 000 € TTC (valeur mars 2018).

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, qui compte tenu du montant estimé de ses honoraires, sera désigné dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°036, libellée « Nouveaux Aménagements de voirie », opération 2016 - N°3659, libellée « Réaménagement de l'axe Beauregard/Martinez à Saint Herblain » et sur l'opération 2018- N° 3834, libellée « Requalification de l'hypercentre bourg. » Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

Pôle Erdre et Cens

11 – LA CHAPELLE-SUR-ERDRE – AMENAGEMENT DE LA ROUTE DE NANTES – SECTION 1 EUROPE/LA COTE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Le plan communal de déplacements doux de La Chapelle-sur-Erdre a prévu l'aménagement de la Route de Nantes, voie principale qui relie le rond-point de l'Europe à La Chapelle-sur-Erdre au quartier du Chêne des Anglais à Nantes.

La requalification de la rue de la Côte est également nécessaire pour permettre l'accès à la nouvelle aire d'accueil des Gens du Voyage et pour recalibrer les deux accroches sur la route de Nantes.

Une étude générale de l'axe portera sur l'ensemble du linéaire de la route de Nantes, du giratoire de l'Europe jusqu'au secteur du Bout des Pavés à Nantes, pour assurer une continuité cyclable entre La Chapelle-sur-Erdre et Nantes Nord.

L'enjeu du projet consiste à réaliser un aménagement de voirie qui prenne en compte les modes doux ainsi que les nouveaux accès et carrefours, dans de bonnes conditions de sécurité.

Le projet prévoit ainsi notamment de :

- créer des plates-formes piéton vélo, larges et confortables et accessibles de type voie verte,
- assurer un maillage pour les déplacements doux (piétons, vélos) sur l'axe et vers les voies perpendiculaires,
- apaiser la vitesse sur la route de Nantes et sécuriser les traversées,
- modifier des carrefours en conséquence.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 833 333,33 € HT soit 1 000 000 € TTC (valeur mars 2018).

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, qui compte tenu du montant estimé de ses honoraires, sera désigné dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n° 025, libellée «Déplacements doux tous modes» opération n°2018-3382, libellée «Plans communaux de déplacements doux». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

Pôle Nantes Loire

12- NANTES – AMENAGEMENT EN AIRE PIETONNE DE LA RUE MOLIERE – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

Afin d'assurer l'homogénéité du traitement de l'espace public, et de renforcer le caractère piéton de la rue Molière identifiée en aire piétonne du centre-ville de Nantes, il convient de la requalifier en y réalisant des aménagements d'accessibilité et de revêtements de chaussée. Il est ainsi proposé de remplacer le revêtement actuel par un dallage et un pavage en granit de façades à façades.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 324 166,67 € HT soit 389 000 € TTC (valeur janvier 2018).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La nature et le contenu homogènes des travaux à réaliser ne permettent pas un allotissement.

Le montant des travaux est estimé à 285 000 € HT soit 342 000 € TTC.

Conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 036, libellée « Nouveaux aménagements de voirie », opération 2018 – N°2891, libellée « Nouveaux aménagements de voirie – Pôle Nantes Loire ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

13- NANTES – AMENAGEMENT DE LA PLACE VICTOR RICHARD – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

L'aménagement de la place Victor Richard à Nantes est nécessaire afin d'apaiser la vitesse des véhicules, d'améliorer le stationnement et de rendre les lieux plus conviviaux. Pour cela, il est prévu d'agrandir les trottoirs de l'avenue des Chalâtres, de prolonger la zone 30 donnant sur la rue des Chalâtres, de créer un plateau surélevé et de réduire les voies de circulation.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 275 000 € HT soit 330 000 € TTC (valeur février 2018).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La nature et le contenu homogènes des travaux à réaliser ne permettent pas un allotissement.

Le montant des travaux est estimé à 266 666,67 € HT soit 320 000 € TTC.

Conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 036, libellée « Nouveaux aménagements de voirie », opération 2017 – N°2891, libellée « Nouveaux aménagements de voirie – Pôle Nantes Loire ». L'opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

Pôle Loire, Sèvre et Vignoble

14 – NANTES - SECTEUR DU CLOS TOREAU - AMENAGEMENT DE LA PLACE DU PAYS BASQUE, DE JEUX D'EAUX ET DES ESPACES EXTÉRIEURS DE L'ECOLE JACQUES TATI - MODIFICATION DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Par délibérations du 25 mars 2016 et du 24 novembre 2017, le Bureau métropolitain a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'aménagement de la place du Pays Basque, de jeux d'eau et des espaces extérieurs de l'école Jacques Tati situés sur la commune de Nantes, pour un montant de 1 316 666,67 € HT soit 1 580 000 € TTC.

Le maître d'œuvre de l'opération, le groupement MOSS PAYSAGE (mandataire) / ARTELIA / SCOPIC, a remis son projet, comprenant 5 lots distincts.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, une procédure adaptée a été lancée en vue de la passation des marchés de travaux.

Au regard de l'analyse des offres qui lui a été présentée, la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable pour l'attribution des marchés suivants:

Lots	Sociétés	Montant marché €HT	Montant marché €TTC
1. Voirie	EUROVIA	639 029,13 € (TF) 988,00 € (TO1) 9 910,00 € (TO2)	779 912,56 €
2. Espaces verts et mobilier	VALLOIS SAS	217 493,75 € (TF) 122 253,50 € (TO1)	407 696,70 €

3. Jeux d'eau	ARROSAGE SYSTEM	177 692,65 €	213 231,18 €
4. Réseaux souples et éclairage	BOUYGUES ENERGIE & SERVICES	116 986,70 €	140 384,04 €
5. Réhabilitation des réseaux d'assainissement eaux usées	DLE OUEST / AREHA	269 501,70 €	323 402,04 €

Les ultimes mises au point du projet, concernant l'adaptation du parvis de l'école Jacques Tati, le déplacement de réseaux souterrains suite à des sondages, la prise en compte de la vidéosurveillance, le renforcement du dispositif de communication de chantier et la revalorisation associée de la mission de maîtrise d'œuvre, nécessitent d'augmenter l'enveloppe financière prévisionnelle du projet.

Il vous est donc proposé de revaloriser l'enveloppe financière prévisionnelle du projet de 150 000 € TTC pour la porter à 1 730 000 € TTC.

Pour mémoire, pour le financement de cette opération, une subvention sera sollicitée auprès de l'ensemble des partenaires (Union européenne, État, Conseil régional des Pays de la Loire et Conseil départemental de Loire-Atlantique).

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'enveloppe territorialisée de la PPI, AP n°035, libellée « Espace public autres quartiers politique de la ville », opération n°2016-2196, libellée « Quartier Clos Toreau – Nantes », sur les crédits complémentaires qui ont été inscrits sur l'opération budgétaire, pour ce projet, lors du vote du BP2018.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Approuve les modifications de programmes et/ou fixe les nouvelles enveloppes financières prévisionnelles des opérations suivantes :

COMMUNES	OPERATIONS	MONTANTS HT	MONTANTS TTC
SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE	Rue de la Gare d'Anjou – Aménagement de la voie	1 015 000 €	1 218 000 €
NANTES	Aménagement de la place du Pays Basque, de jeux d'eau et des espaces extérieurs de l'école Jacques Tati	1 441 166,67 €	1 730 000 €

2 – Approuve les programmes et fixe les enveloppes financières prévisionnelles des opérations suivantes :

COMMUNES	OPERATIONS	MONTANTS HT	MONTANTS TTC
ORVAULT	Accompagnement de la ZAC du Vallon des Garettes	499 250 €	599 100 €
SAINT JEAN DE BOISEAU	Aménagement du lotissement des Genêts	233 333,33 €	280 000 €
LES SORINIERES	Aménagement et rénovation de la rue de la Poste	325 000 €	390 000 €
COUERON	Aménagement de la rue du Docteur Janvier (phases 1 et 2)	700 000 €	840 000 €
REZE	Aménagement de la rue de l'Aérodrome	500 000 €	600 000 €
SAINT HERBLAIN	Aménagement des espaces publics du centre-bourg	2 291 666,66 €	2 750 000 €
LA CHAPELLE SUR ERDRE	Aménagement de la route de Nantes intégrant la section Europe / La Côte	833 333,33 €	1 000 000 €
NANTES	Aménagement en aire piétonne de la rue Molière	324 166,67 €	389 000 €
NANTES	Aménagement de la place Victor Richard	275 000 €	330 000 €

3 – Autorise le lancement de procédures adaptées pour la réalisation des travaux des opérations d'aménagement :

- en accompagnement de la ZAC du Vallon des Garettes sur la commune d'Orvault,
- et de prolongement de la rue Marie Curie à Saint-Sébastien-sur-Loire,
- du Lotissement Les Genêts sur la commune de Saint Jean de Boiseau,
- et de rénovation de la rue de la Poste aux Sorinières,
- du centre-bourg et des places Jean Baptiste Say, de l'Église et de la République, sur la commune de Bouguenais,
- de la rue de l'Aérodrome sur la commune de Rezé,
- de l'esplanade Rosa Parks et de la rue de la Gare, sur le secteur Confluent à Rezé,
- en aire piétonne de la rue Molière à Nantes,
- de la place Victor Richard à Nantes.

4 - Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-président délégué à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer et signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Espace public

06 – PRESTATION DE CONTROLE TECHNIQUE DES EQUIPEMENTS DE L'ESPACE PUBLIC – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT

EXPOSE

Nantes Métropole assure sur son territoire, l'exploitation et la réalisation, d'une part, d'aménagements de voirie ou d'espace public, et d'autre part, d'installations et d'équipements d'éclairage public, de régulation de trafic ou d'ouvrages d'art. Dans ce cadre, il est nécessaire d'assurer le contrôle de la conception, le suivi des ouvrages, ainsi que la prévention des aléas techniques susceptibles d'être rencontrés lors de ces différentes opérations d'aménagement.

Pour ce faire, un marché de prestations de contrôle technique a été conclu. Il arrive à échéance en octobre 2018 et il convient de le renouveler afin d'assurer le bon fonctionnement des services.

La consultation comprend 3 lots distincts :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Mission de contrôle technique - Équipements, éclairage extérieur et assimilés
2	Mission de contrôle technique - Équipements de régulation de trafic
3	Mission de contrôle technique - Domaine des Ouvrages d'art, fontaines et ouvrages techniques d'infrastructures

Le marché prendra la forme d'un accord-cadre avec émission de bons de commandes, conclu pour une durée de 2 ans, renouvelable 1 fois 2 ans.

Le marché est conclu sans montant minimum ; le MONTANT MAXIMUM PAR LOT POUR LA PÉRIODE INITIALE DE 2 ANS EST LE SUIVANT :

<i>Lot</i>	<i>Montant Maximum</i>
1	750 000 € HT
2	150 000 € HT
3	200 000 € HT

Les montants sont identiques pour la période de reconduction.

Conformément aux articles 66 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la réalisation de ces prestations.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits de fonctionnement ou d'investissement en fonction de la nature des travaux.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Autorise le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la réalisation des prestations de contrôle technique.

2 – Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer les marchés et à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pôle Erdre et Cens

07 – NANTES – BOUT DES PAVES - TRANSFERT DES EMPRISES DE VOIRIE ET / OU D'EQUIPEMENTS PUBLICS EN VUE DE LEUR CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN

EXPOSE

La SCCV Bout des Pavés déposera une demande de permis d'aménager sur un ensemble de terrains d'une superficie d'environ 34 700 m², situés à l'angle des routes de Rennes et de la Chapelle-sur-Erdre et de la rue de la Boissière sur la commune de Nantes, en vue de réaliser une opération d'aménagement à vocation d'habitat, de services et de commerces.

Conformément aux articles R442-7 et R442-8 du code de l'urbanisme, le dossier de demande de permis d'aménager comprend une pièce par laquelle le lotisseur s'engage à constituer une association syndicale des acquéreurs de lots pour la gestion et l'entretien des terrains et équipements communs, sauf lorsque ces derniers sont destinés à intégrer le domaine public de la collectivité ou de l'EPCI compétent.

Le secteur du Bout des Pavés s'inscrit simultanément dans deux projets du territoire Nantais avec, d'un côté, le plan guide urbain du territoire de Nantes Nord, et de l'autre, l'étude de renouvellement urbain de la Route de Rennes traduite aux PLU des communes de Nantes et Orvault dans des Orientations d'Aménagement.

Le secteur du Bout des Pavés constitue une des trois polarités majeures de la Route de Rennes et un des sites de référence qui va émerger sur le territoire de Nantes Nord. Cette situation exceptionnelle induit une programmation importante en logements, services et commerce alliés à des espaces publics de qualité, destinés à marquer le croisement de la route de la Chapelle et de la route de Rennes.

Les aménagements prévus sont le prolongement des rues existantes : Joseph Marie Jacquard, reliant la rue de la Boissière et la route de la Chapelle-sur-Erdre, autant sur ses accès Nord Sud que Est Ouest. Un square planté est destiné à prolonger le parcours piéton jusqu'au cœur du nouveau quartier.

Dans le cas présent, les voies, les réseaux et les équipements réalisés dans le cadre de cette opération participent et accompagnent le renouvellement et la structuration du quartier :

1. les voies de l'opération, telles que figurant sur le plan annexé au projet de convention de rétrocession, sont destinées à être ouvertes à la circulation publique de manière à desservir et à structurer l'ensemble du nouveau quartier,
2. les réseaux sous voirie (assainissement, eau potable, électricité, télécommunication...), les ouvrages annexes à la voirie (éclairage, signalisation, ...) constituent des équipements à vocation publique,
3. Le square planté conduisant le piéton de la route de la Chapelle-sur-Erdre vers le cœur de l'opération permet l'ouverture au public d'un nouvel espace vert.

Pour les raisons ci-dessus exposées, ces voies et équipements communs sont destinés, une fois les travaux d'aménagement achevés tels que prévus au programme des travaux du permis d'aménager, à intégrer le domaine public métropolitain. Conformément à l'article R442-8 précité, ce transfert doit faire l'objet d'une convention de rétrocession, laquelle sera jointe à la demande de permis d'aménager. Cette convention sera conclue à titre gratuit.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1. Décide, conformément aux dispositions de l'article R442-8 du Code de l'Urbanisme, de conclure avec la SCCV le Bout des Pavés, 4 rue Edith Piaf à Saint-Herblain, une convention prévoyant la rétrocession au domaine public d'un ensemble de parcelles constituant les voies et équipements communs destinés à être aménagés dans le cadre de l'opération le Bout des Pavés à Nantes.
2. Décide d'accepter cette rétrocession à titre gratuit, le transfert intervenant dans les conditions fixées par la convention, une fois les travaux achevés.
3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention à intervenir.

Direction des Investissements et de la Circulation

**08 - MANDAT DSP 2 MODIFIE « INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES RESEAU TCSP ET BUSWAY »
REPLACEMENT DES ONDULEURS DES SOUS STATIONS ENERGIE DU RESEAU DE TRAMWAY -
PRESTATIONS DE TOPOGRAPHIE - LANCEMENT DE PROCEDURES ADAPTEES**

EXPOSE

REPLACEMENT DES ONDULEURS

Le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat 2 modifié « Infrastructures ferroviaires réseau TCSP et Busway », inclus dans le contrat de délégation de service public (DSP) avec la SEMITAN, ont été approuvés par le Conseil Communautaire du 11 avril 2011.

Par délibération du 13 octobre 2017, le Conseil Métropolitain a approuvé l'avenant n°15 au contrat de DSP intégrant la modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat 2 modifié portant celle-ci à 45 167 000 € TTC.

Il s'agit d'autoriser la SEMITAN à lancer une consultation pour des travaux de remplacement des onduleurs des sous-stations d'énergie du réseau tramway. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre d'une des opérations du mandat 2 précité, qui a pour objectif la remise à niveau des systèmes de contrôle et de commande de sous-stations et dont l'enveloppe financière prévisionnelle s'élève à 2 010 000 € TTC.

Pendant la période 2014 – 2017, la SEMITAN, agissant pour le compte de Nantes Métropole, a procédé au remplacement des onduleurs arrivés en fin de vie des sous stations énergie de la ligne 1 ouest et de la ligne 3 nord. Un nouveau marché doit être lancé pour poursuivre le programme de renouvellement de ces équipements électriques qui garantissent la continuité électrique des équipements de sécurité sur le réseau tramway.

Les travaux consistent à remplacer des onduleurs, leurs batteries associées, modifier le Tableau Général Basse Tension et l'armoire de contrôle commande existante, ainsi que l'interface pour la mise à jour des informations remontant à la supervision du poste de commande énergie.

Il est proposé de lancer un accord cadre mono-attributaire sans minimum, avec un montant maximum de 800 000 € HT d'une durée de 4 ans, pour réaliser ces travaux dans le cadre du présent mandat DSP 2 modifié. Cet accord-cadre permettra une plus grande réactivité pour réaliser les prestations au gré des besoins. Conformément à cet accord-cadre, des bons de commande seront émis pour chaque besoin identifié. La nature homogène des prestations justifie le recours à un marché global.

Il est proposé d'autoriser la SEMITAN intervenant en tant que mandataire de Nantes Métropole, entité adjudicatrice, à lancer cette consultation en procédure adaptée conformément aux dispositions des articles 27, 78 et 79 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

A partir du 1^{er} janvier 2019, à l'échéance de la convention de délégation de service public en cours, l'exécution de cet accord cadre sera poursuivi par le futur exploitant du réseau de transports collectifs.

PRESTATIONS DE TOPOGRAPHIE

Il s'agit d'autoriser la SEMITAN à lancer une consultation pour des prestations de topographie. La conduite des projets d'infrastructures nécessite, du début des études jusqu'à la fin des travaux, l'intervention de géomètres pour réaliser aussi bien une délimitation de terrain à acquérir, qu'un levé complémentaire ou la mise à jour d'un plan.

Il est proposé de lancer un accord cadre mono-attributaire sans minimum, avec un montant maximum de 800 000 € HT d'une durée de 4 ans, pour réaliser ces prestations de topographie, dans le cadre du mandat Connexion Ligne 1 Ligne 2 phase 2 CETEX et pôle d'échanges, mais également des autres mandats dans le cadre desquels la SEMITAN intervient pour le compte de Nantes Métropole. Cet accord-cadre permettra une plus grande réactivité pour réaliser les prestations au gré des besoins. Conformément à cet accord-cadre, des bons de commande seront émis pour chaque besoin identifié. La nature homogène des prestations justifie le recours à un marché global.

Il est proposé d'autoriser la SEMITAN intervenant en tant que mandataire de Nantes Métropole, entité adjudicatrice, à lancer cette consultation en procédure adaptée conformément aux dispositions des articles 27, 78 et 79 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°027 et libellée Equipements Exploitation Transports, opération 2011-3232, libellée Infrastructures ferroviaires réseau TCSP et Busway, opération 2016-3660 libellée Acquisition Busway 24m et adaptation des infrastructures, opération 2017-3767 libellée Cetex tramway Babinière, l'AP n°023 et libellée Connexion Ligne 1/Ligne 2, opération 2017-3766 libellée Connexion L1-L2 – phase 2 – Babinière, l'AP n°049 et libellée Ligne TC Ile de Nantes, opération 2017-3770 libellée Etude desserte tramway Ouest Ile de Nantes.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

- 1 – Autorise le lancement d'une procédure adaptée par la SEMITAN sous forme d'accord-cadre mono-attributaire pour des travaux de remplacement des onduleurs des sous-stations d'énergie du réseau tramway,
- 2 – Autorise le lancement d'une procédure adaptée par la SEMITAN sous forme d'accord-cadre mono-attributaire pour des prestations de topographie,
- 3 - Autorise M. le Directeur Général de la SEMITAN à signer les accord-cadres résultant de ces consultations,
- 4 – Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à exercer les missions confiées à l'entité adjudicatrice et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction des Services de mobilité

09 – REGLEMENT INTERIEUR DES TRANSPORTS SCOLAIRES - APPROBATION

EXPOSE

Nantes Métropole, en sa qualité d'Autorité Organisatrice des Transports, est organisatrice principale des transports scolaires sur les communes de son ressort territorial.

Par délibération en date du 7 février 2003, le Conseil Communautaire de Nantes Métropole a approuvé la mise en place d'un Règlement Intérieur des Transports Scolaires afin d'informer les élèves et leurs parents des règles élémentaires de respect et de discipline, essentielles à l'utilisation des transports scolaires.

Ce règlement a été élaboré en partenariat avec l'ensemble des communes de l'agglomération, ayant recours au transport scolaire sur leur territoire. Il fixe ainsi les droits et les devoirs de chacun afin de garantir le bon déroulement du service et la sécurité de tous à l'intérieur des véhicules.

Il est distribué à chaque famille dès sa demande d'inscription et son acceptation conditionne la validation de l'inscription. Il s'applique à l'ensemble des utilisateurs du transport scolaire.

Compte tenu de l'évolution de la gestion des transports scolaires, notamment en termes d'inscription et de création des points d'arrêts, il est proposé d'approuver un nouveau règlement intérieur.

Ce règlement intérieur est annexé à la présente délibération.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

- 1 - Approuve le Règlement Intérieur des Transports Scolaires applicable à compter de la rentrée scolaire de septembre 2018.
- 2 – Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

10 – ACQUISITIONS FONCIERES

EXPOSE

1) BASSE-GOULAINNE – 7 RUE DE LA GIRAUDIERE – ACQUISITION D'UN IMMEUBLE BATI AUPRES DE L'INDIVISION RICHARD

Les consorts RICHARD ont hérité d'un terrain bâti situé 7, rue de la Giraudière à Basse-Goulaine, cadastré AO 1126, 1127, 1128 et 1129 totalisant 818 m², comportant une petite maison de 1850, un hangar, un garage et des dépendances, le tout sans occupant. Une partie de la propriété est concernée par l'emplacement réservé n° 15 au profit de Nantes Métropole pour l'élargissement de la rue de la Giraudière. Les consorts RICHARD ont en conséquence mis en demeure la Métropole d'acquiescer ce bien.

En lien avec les services métropolitains et la commune de Basse-Goulaine, les parties se sont mises d'accord sur une acquisition au prix de 130 000 € net vendeur. Sur proposition de la commune de Basse-Goulaine, il a été convenu qu'elle acquiert ultérieurement auprès de Nantes Métropole le surplus de l'immeuble non concerné par l'aménagement de voirie afin de réaliser une opération immobilière et de participer également au coût de démolition du bâti se trouvant sur l'emplacement réservé.

Les frais d'acte notarié seront supportés par Nantes Métropole.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°001 et libellée *Urbanisme et Politique Foncière*, opération 2017 - N° 3097 libellée *Réserve Foncière Métropolitaine*.

2) SAINT-JEAN-DE-BOISEAU – PROGRAMME D'ACTION FONCIERE HABITAT – 8 RUE CHARLES DE GAULLE - ACQUISITION D'UN IMMEUBLE BATI AUPRES DE MADAME BUET

Dans le cadre de la politique foncière de Nantes Métropole, il convient de procéder à l'acquisition d'un immeuble bâti cadastré section E n° 33 d'une superficie totale de 810 m² situé sur la commune de Saint-Jean-de-Boiseau, 8 rue Charles de Gaulle, auprès de Madame BUET.

Ce bien est inscrit en zone UA du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par le Conseil communautaire le 22 juin 2007.

Cette acquisition est nécessaire pour constituer une réserve foncière, afin de permettre le renouvellement urbain par la construction de logements notamment de logements locatifs sociaux.

Cette acquisition s'opérant dans le cadre d'un programme d'action foncière habitat, Nantes Métropole transférera par convention à la commune de Saint-Jean-de-Boiseau tous les droits et obligations du propriétaire. Cette convention sera approuvée par décision dans le cadre des délégations du Conseil à la Présidente.

Un accord est intervenu avec la propriétaire de ce bien moyennant le prix de 230 000 € net de taxe.

Le Service du Domaine a donné un avis favorable sur le montant de cette acquisition en date du 23 août 2017.

Les frais d'acte notarié seront supportés par Nantes Métropole.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°001 et libellée *Urbanisme et Politique Foncière*, opération 2017 - N° 3098 libellée *Réserve Foncière Métropolitaine*.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 – Décide d'acquérir auprès de l'indivision RICHARD l'immeuble bâti cadastré AO 1126, 1127, 1128 et 1129 totalisant 818 m² situé 7, rue de la Giraudière à Basse-Goulaine pour un montant de 130 000 € net vendeur, auxquels s'ajoutent les frais d'acte notarié,

2 - Décide d'acquérir un immeuble bâti situé sur la commune de Saint-Jean-de-Boiseau, 8 rue Charles de Gaulle, cadastré section E n° 33 et appartenant à Madame BUET pour un montant de 230 000 € net de taxe, auxquels s'ajoutent les frais d'acte notarié,

3 – Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer les actes à intervenir, payer le prix et les frais afférents aux actes.

Direction Territoriale Ouest Agglomération

11 – LA MONTAGNE – ZAC DE LA GAUDINIÈRE – ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE – PRISE EN CONSIDÉRATION DES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR – DÉCLARATION D'INTERET GENERAL DU PROJET

EXPOSE

La Zone d'Aménagement Concerté de la Gaudinière, d'une superficie de 6 hectares, créée au conseil métropolitain du 9 décembre 2011, est une opération d'aménagement à vocation d'habitat, s'inscrivant dans les objectifs d'accompagnement du développement de la Métropole et de diversification de l'offre de logements neufs inscrits au Plan Local de l'Habitat. Ce nouveau quartier de 175 logements à terme répondra ainsi aux objectifs de la Montagne en terme de production de logements (libres, abordables, sociaux). Cette opération a été concédée à Nantes Métropole Aménagement par délibération du conseil métropolitain le 9 décembre 2011.

Afin de mettre en œuvre l'opération d'aménagement, le bureau communautaire de Nantes Métropole du 29 novembre 2013 a délibéré pour solliciter Monsieur le Préfet de Loire Atlantique, Préfet de la Région des Pays de la Loire, pour l'ouverture des enquêtes publiques conjointes relative à la déclaration d'utilité publique et parcellaire, et pour désigner Nantes Métropole Aménagement comme bénéficiaire de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

Par arrêté préfectoral du 27 septembre 2017, Madame la Préfète de Loire Atlantique a prescrit l'ouverture de l'enquête publique unique (relative à la DUP, la cessibilité et l'autorisation Loi sur l'Eau) et en a fixé les modalités.

L'enquête publique s'est déroulée du 18 octobre au 18 novembre inclus 2017. Le dossier d'enquête publique était disponible à la Mairie de la Montagne, siège de l'enquête. Il pouvait également être consulté depuis un poste informatique à la Mairie de la Montagne et sur le site internet de la Préfecture de Loire Atlantique. Pendant toute la durée de l'enquête, le public pouvait consigner ses observations sous différents modes : sur un registre papier à disposition du public à la Mairie de la Montagne ; par courriers annexés au dit registre ou par courrier électronique à une adresse dédiée « enquete.lagaudiniere-la-montagne@orange.fr ». Ainsi, 115 avis ont été exprimés.

Cinq permanences du commissaire enquêteur ont été organisées à la Mairie de la Montagne.

Les observations se sont portées sur les thèmes suivants : la présence d'une zone humide, l'opportunité de créer cette opération d'aménagement publique, la concertation et l'information au public, les équipements et les espaces publics, les modalités de déplacement (circulation, transports...).

Le commissaire-enquêteur a adressé son rapport unique et ses conclusions à la Préfecture de Loire-Atlantique le 21 décembre 2017. Cette dernière, en tant qu'autorité organisatrice, en a adressé une copie à Nantes Métropole le 9 janvier 2018.

En application de l'article L123-6 du Code de l'Environnement, s'agissant d'une enquête publique unique, le commissaire-enquêteur a établi un rapport unique, ainsi que des conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes initialement requises.

Le sens de ses conclusions est le suivant :

- sur la Déclaration d'Utilité Publique : avis favorable assorti de deux réserves portant sur la création de jardins partagés et la réalisation d'une campagne de mesures de bruit, notamment sur l'allée du Château d'Aux, pour mesurer les impacts en prenant en compte les mesures compensatoires déjà définies (réduction de la vitesse et aménagements de voirie) et mettre en place éventuellement des mesures compensatoires complémentaires ;
- sur l'Autorisation au titre de la Loi sur l'Eau et aux travaux : avis favorable ;
- sur l'enquête parcellaire : avis favorable à la cessibilité des immeubles inclus dans le périmètre du projet de la ZAC de la Gaudinière.

En réponse aux réserves émises par le commissaire enquêteur, Nantes Métropole s'engage à réaliser des jardins partagés, intégrés aux espaces verts, au sein de l'opération d'aménagement. De plus, une campagne de mesures de bruit sera réalisée, en plusieurs temps : la situation actuelle avant le début des travaux, la situation avec l'arrivée de la population. Cela permettra de réaliser des diagnostics, d'évaluer les mesures compensatoires annoncées, notamment sur l'allée du Château d'Aux et de mettre en place, si nécessaire, des mesures complémentaires. La méthodologie sera décrite lors de l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC, avec une mise à jour de l'étude d'impact.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur sont consultables à la Mairie de la Montagne et au pôle de proximité du sud ouest.

En application de l'article L122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, Nantes Métropole doit également se prononcer, par déclaration de projet, sur le caractère d'intérêt général de l'opération.

Motivations et considérations justifiant l'intérêt général du projet

Située dans la continuité du tissu existant du territoire communal de 364 hectares à 60 % déjà urbanisés, cette opération d'aménagement est inscrite dans les objectifs de programmation de logements de la Montagne du Plan Local de l'Habitat Métropolitain, visant notamment à maintenir sa population et à offrir un parcours résidentiel au sein de la commune.

La commune de La Montagne doit également répondre à ses objectifs communaux de production de de logements sociaux : en effet, il manque 272 logements sociaux sur la commune pour atteindre l'objectif législatif de 25 %. C'est pour cette raison que 35 % de logements sociaux doivent être réalisés dans toute opération nouvelle afin de rattraper cet objectif.

Ainsi, la ZAC de la Gaudinière compte 175 logements dont 35 % de logements sociaux et offrira des logements diversifiées, tant par sa typologie que par ses formes urbaines. Elle permettra d'assurer à minima 140 logements d'ici 2025 dont 43 logements sociaux sur cette première phase à proximité des services, équipements et commerces. Elle permettra de réaliser également des logements en accession abordable à hauteur de 20 %.

De plus, la commune de la Montagne, bénéficiant au sein de la métropole d'une localisation privilégiée, au sud de l'agglomération à une quinzaine de kilomètres de la ville centre, a un territoire contraint aux deux tiers urbanisés ; un grand tiers étant occupé par une vaste zone naturelle non urbaine et partagée entre secteurs boisés et terres agricoles.

La faible superficie constitue un frein à la croissance de la population, le solde naturel étant négatif. La ZAC de la Gaudinière, entourée d'espaces urbanisés, enserrée entre des quartiers de logements et le principal secteur d'équipements, contribuera au maintien de la population actuelle. Elle est également une des dernières opportunités foncières pour réaliser une opération d'ensemble maîtrisée à proximité des services, équipements et commerces, desservie par les transports en commun (bus et ligne expresse). Par la suite, le développement de la Montagne se fera principalement par du renouvellement urbain, dont la faisabilité opérationnelle est plus complexe et donc plus longue, avec un tissu urbain existant serré.

Cette opération d'aménagement comprendra des viabilisations indispensables aux usages publics de l'opération et bénéficiera plus largement à la vie de la commune :

- la création d'un espace public, principe d'aménagement fondateur autour duquel se crée ce nouveau quartier d'habitat et où piétons et cyclistes sont prioritaires et cohabitent avec la voiture ; cet espace aménagé comme un large plateau piétonnier permettra non seulement, de générer un lien de convivialité et de sociabilité au sein de la Gaudinière, mais également de créer un lien est – ouest avec les quartiers voisins ;

- le réaménagement dans son périmètre de l'allée du Château d'Aux, permettant de sécuriser les accès à l'opération de la Gaudinière et de structurer l'entrée principale de la commune ;

- la création d'un « ruban vert » au sud du quartier, avec la conservation des boisements et sujets existants, essentiellement sur la partie sud est. Dans son prolongement, seront aménagés des espaces verts, des ouvrages de gestion des eaux pluviales en connexion, la zone humide conservée, ce qui permettra différents usages destinés aux habitants du quartier mais également à l'ensemble de la population,

Par ailleurs, l'implantation d'un équipement polyvalent communal est prévue pour compléter l'offre existante.

Compte tenu des éléments exposés ci dessus, en croisant les enjeux sociaux, environnementaux et urbains, de l'étude d'impact du projet, de l'avis de l'autorité environnementale en date du 29/07/2011 et de son complément du 16/01/2017, et après avoir pris connaissance du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur relatif à l'enquête publique unique, portant sur la déclaration d'utilité publique, l'enquête parcellaire et sur l'autorisation loi sur l'Eau, il vous est proposé de vous prononcer sur le caractère d'intérêt général de ce projet d'aménagement, conformément aux articles L122-1 du Code de l'Expropriation et L. 126-1 du Code de l'Environnement.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Prend en considération l'avis favorable du commissaire enquêteur, rendu dans le cadre de l'enquête publique unique relative au projet d'aménagement de la ZAC de la Gaudinière, commune de la Montagne, et lève les réserves dont il est assorti ;

2 - Prend en considération l'étude d'impact du projet, l'avis de l'Autorité Environnementale et le résultat de l'enquête publique ;

3 - Confirme, par une déclaration de projet, en application des articles L.122-1 du code de l'expropriation et L. 126-1 du code de l'environnement, l'intérêt général de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Gaudinière, au regard de ses caractéristiques précédemment rappelées ;

4 - Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et de ses annexes.

Pôle Loire, Sèvre et Vignoble

12 – REZE – VENTE A LA SOCIETE SCCV SAINT PIERRE DE TERRAINS NUS CADASTRES AH n° 806 ET AH n°805 POUR 2 391 m² SITUES PLACE SAINT PIERRE, RUE MAURICE MONNIER ET PARKING SAINT LUPIEN.

EXPOSE

La Ville de Rezé a décidé d'engager un projet de renouvellement urbain dans le secteur de l'Hôtel de Ville. La Société BATI-NANTES a déposé en début d'année deux demandes de permis de construire dans le périmètre de l'orientation d'aménagement «Hôtel de Ville» portant sur la réalisation du programme d'habitat mixte «Le Parvis» qui permettra ainsi de restaurer la centralité et l'activité du coeur de Ville et du quartier par la rénovation de l'offre commerciale, l'aménagement des espaces publics et le développement d'une offre résidentielle d'environ 179 logements.

Par délibération du Bureau métropolitain en date du 29 septembre 2017, Nantes Métropole a décidé de vendre à la SCCV SAINT PIERRE les propriétés bâties cadastrées AH n°20, n°22, n°24 et n°25 situées respectivement 5, 3 et 1 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny et 5 place Saint Pierre à Rezé pour la mise en œuvre de cette opération par Bâti-Nantes.

Divers terrains nus, pour une contenance totale de 2 391 m² environ, sont aussi compris dans le périmètre de ce projet de renouvellement urbain, et de ce fait, sont nécessaires au programme d'habitat mixte «Le Parvis» de la société SCCV Saint Pierre. Il s'agit des parcelles cadastrées AH n°806 pour 2 331 m² et AH n°805 pour 60 m² situées place Saint-Pierre, rue Maurice Monnier et sur une partie du parking Saint Lupien. Ces biens appartiennent au domaine public.

Par décision n°2017-208 en date du 15 février 2017, Nantes Métropole a décidé de lancer la procédure de déclassement du domaine public de ces divers terrains ci-dessus cités pour environ 2 391 m². L'enquête publique portant sur le projet de déclassement du domaine public métropolitain a eu lieu du lundi 20 novembre 2017 au lundi 4 décembre 2017, pendant une durée de quinze jours. A l'issue de cette enquête, Monsieur Rineau, commissaire-enquêteur, a rendu un avis favorable sur le projet de déclassement.

Par décision n°2018-235 en date du 06 mars 2018, Nantes Métropole a décidé de déclasser du domaine public, par anticipation, les espaces précités et de les désaffecter dans un délai maximal de six années à compter de l'exécution de ladite décision, et ce, en application des nouvelles dispositions apportées par l'ordonnance du 19 avril 2017 qui introduit un nouvel article L 2141-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

En effet, la réalisation du projet de renouvellement urbain du secteur de l'Hôtel de Ville de Rezé se déroulera sur plusieurs années à compter du début de l'année 2018 et, de ce fait, n'impliquera qu'une utilisation progressive des espaces concernés. Il est donc préférable de conserver l'utilisation des espaces publics aussi longtemps que possible, et en tout état de cause, jusqu'à la réalisation des constructions prévues afin de maintenir notamment les stationnements du parking Saint Lupien, de la place Saint Pierre et la circulation rue Maurice Monnier.

La SCCV SAINT PIERRE accepte d'acquérir auprès de Nantes Métropole ces terrains cadastrés AH n°806 et AH n°805 d'une contenance totale de 2 391 m² sur la base d'un prix net vendeur de 487 000 €, prix validé par la Direction de l'Immobilier de L'Etat le 25 août 2017. Par ailleurs, l'acte de vente stipulera la vente par le promoteur à Nantes Métropole, à l'euro symbolique, de 24 places publiques de stationnement en silo dans un bâtiment rez-de-chaussée, mais aussi de divers terrains devenus espaces publics dans le cadre du projet global de renouvellement urbain pour une contenance totale d'environ 1 064 m².

Conformément à l'article L2141-2 du Code de la Propriété des Personnes Publiques, la présente cession intervient sur la base d'une étude d'impact pluriannuelle tenant compte de l'aléa. Cette étude d'impact est jointe à la présente délibération.

LE BUREAU DELIBERE ET, L'UNANIMITE

1 – Décide de vendre à la SCCV SAINT PIERRE, les parcelles cadastrées AH n°806 pour 2 331 m² et AH n°805 pour 60 m² situées respectivement parking Saint Lupien, rue Maurice Monnier et Place Saint Pierre à Rezé, au prix de 487 000 € net vendeur. Tous les frais liés à la régularisation de la vente seront à la charge de la SCCV SAINT PIERRE (Notaire, Géomètre, etc.).

2 – Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'acte à intervenir.

13 - CHATEAU DES DUCS DE BRETAGNE - TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE CONSERVATION DU PATRIMOINE – MISE EN SECURITE ET RESTAURATION DE LA COURTINE DE LA LOIRE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

EXPOSE

Dans le cadre des travaux d'entretien et de conservation du Château des Ducs de Bretagne, il est nécessaire de restaurer les murs de la courtine de la Loire suite à la chute d'éléments et de désordres structurels apparus lors de ces derniers mois.

Les travaux à réaliser comprendront notamment :

1. Le nettoyage, la purge et le rejointoiement des pierres existantes des parements extérieurs.
2. La fourniture et la pose de pierres de tailles, en remplacement des pierres dégradées, la restauration des pierres conservées, et le rejointoiement de l'ensemble des parements intérieurs.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 431 000 € HT soit 517 200 € TTC, l'enveloppe réservée aux travaux est de 380 000 € HT, soit 456 000 € TTC.

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par Monsieur Pericolo architecte du Patrimoine qui a élaboré le projet.

Le contenu et la nature homogènes des travaux à réaliser ne permettent pas un allotissement.

Conformément à l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°2018-008 opération n°3584 libellée « DSP- Château des Ducs – Travaux du déléguant – Entr durable ».

LE BUREAU DELIBERE ET, L'UNANIMITE

1 – Approuve le programme de l'opération relatif aux travaux de mise en sécurité et de restauration de la courtine de la Loire du Château des Ducs de Bretagne,

2 – Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 431 000 € HT soit 517 200 € TTC,

3 – Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux,

4 – Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à attribuer, signer le marché et à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

14 – REHABILITATIONS DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES - LANCEMENT DE PROCEDURES ADAPTEES

EXPOSE

A – LES SORINIERES – RUE DE LA POSTE

Par délibération du 24 novembre 2017, le Bureau a approuvé le programme et l'enveloppe financière de l'opération de réhabilitation du réseau d'assainissement d'eaux usées rue de la Poste sur la commune des Sorinières, pour un montant de 388 690 € HT, soit 466 428 € TTC.

Pour mémoire, les travaux consistent en la réhabilitation du collecteur et des branchements d'eaux usées sur cette rue, sur une longueur de 335 mètres linéaires pour 33 branchements.

Le maître d'œuvre de l'opération, le bureau d'études 2LM ayant remis son projet, il convient de lancer la consultation pour la réalisation des travaux.

Le contenu et la nature homogènes des travaux ne permettent pas un allotissement.

Le montant des travaux est estimé à 316 370 € HT, soit 379 644 € TTC.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 02, sur l'AP n°043, libellée « Eaux usées », opération n°2017-3118, libellée « Réhabilitation collecte et transfert ».

B - REZE - RUE DU CHATEAU DE REZE

Par délibération du 24 novembre 2017, le Bureau a approuvé le programme et l'enveloppe financière de l'opération de réhabilitation du réseau d'assainissement d'eaux usées rue du Château de Rezé sur la commune de Rezé, pour un montant de 1 114 313 € HT, soit 1 337 175,60 € TTC.

Pour mémoire, les travaux consistent en la réhabilitation du collecteur et des branchements d'eaux usées sur cette rue, sur une longueur de 820 mètres linéaires pour 62 branchements.

Le maître d'œuvre de l'opération, le bureau d'études SCE ayant remis son projet, il convient de lancer la consultation pour la réalisation des travaux.

Le contenu et la nature homogènes des travaux ne permettent pas un allotissement.

Le montant des travaux est estimé à 857 250 € HT, soit 1 028 700 € TTC.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 02, sur l'AP n°043, libellée « Eaux usées », opération n°2017-3118, libellée « Réhabilitation collecte et transfert ».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Autorise le lancement de procédures adaptées pour la réalisation des opérations de réhabilitation du réseau d'assainissement d'eaux usées :

- rue de la Poste sur la commune des Sorinières,
- rue du Château de Rezé sur la commune de Rezé.

2 - Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer, signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Générale à la Culture – Direction du Patrimoine et de l'Archéologie

15 – CONVENTION AVEC NANTES METROPOLE AMENAGEMENT EN VUE DE LA REALISATION D'UNE FOUILLE ARCHEOLOGIQUE PREVENTIVE A LA CASERNE MELLINET – NANTES

EXPOSE

Nantes Métropole a approuvé le transfert à compter du 1^{er} juillet 2015 de nouvelles compétences et notamment celle portant sur l'archéologie préventive et programmée. Ce transfert de compétences a été conforté par l'attribution d'un agrément ministériel en date du 17 août 2015.

Le pôle Archéologie de Nantes Métropole (Direction du Patrimoine et de l'Archéologie) procède dès lors à des fouilles archéologiques, sur le territoire de la Métropole, pour le compte des maîtres d'ouvrages publics ou privés auxquels, aux termes de la législation, la prise en charge de ces travaux incombe.

Un important programme immobilier d'habitat et d'activités économiques dont le maître d'ouvrage est Nantes Métropole Aménagement est engagé sur le secteur de l'ancienne « caserne Mellinet ». S'agissant d'un secteur repéré dans la carte archéologique nationale gérée par le Ministère de la culture, Nantes Métropole Aménagement a présenté auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles une demande volontaire de réalisation de diagnostic en date du 21 avril 2015.

Ce diagnostic archéologique, réalisé par l'équipe du pôle Archéologie de Nantes Métropole au mois de novembre 2015, a porté, selon les prescriptions de l'État sur, d'une part, des sondages ouverts dans les espaces non lotis des 13 ha de la parcelle assiette du projet, d'autre part, des études de bâti sur l'ancien bâtiment de commandement militaire. Cet ensemble architectural correspond dans son état actuel à une construction militaire du début du XX^e siècle, qui a succédé à un établissement de congrégation religieuse (Dames du Sacré Cœur) édifié en 1839. Antérieurement à ces occupations contemporaines, les Archives mentionnent la présence d'un manoir, dit de l'Eperonnière, implanté sur le site dès le XV^e siècle, dont subsistent encore les fondations et autres éléments de cours et de caves. Ce manoir s'inscrivait dans une petite vallée où le cheminement et la captation de l'eau semblent avoir été particulièrement bien maîtrisés. Ce sont ces différents vestiges qui font l'objet de la fouille prescrite par l'État, selon l'arrêté préfectoral n° 2017-12 en date du 17 janvier 2017.

Nantes Métropole Aménagement missionne expressément, selon la convention en annexe 1, Nantes Métropole pour la réalisation de l'opération de fouille sur ce site. Cette convention définit les modalités d'intervention, le coût de l'opération, la refacturation au maître d'ouvrage de l'intégralité des dépenses de fonctionnement et de personnel et dont le montant est estimé à 197 225 € HT, selon le devis estimatif en annexe 2. Cette opération commence mi-avril pour s'achever mi-juin 2018.

Cette fouille permettra d'étudier l'organisation d'un manoir nantais de la fin du Moyen-Âge dans le contexte des recherches récentes menées sur d'autres édifices, comme le manoir de la Touche (Musée Dobrée) ou celui de la Maison de Hérédy (rue Santeuil).

Il s'agira également de montrer, au cœur de ce vaste ensemble militaire du début du XX^e siècle, auquel va désormais succéder un quartier d'habitat et d'activités économiques, comment et pourquoi seront pérennisés en son centre, tout d'abord un domaine élitaires du XV^e siècle, puis une congrégation de sœurs enseignantes et enfin un bâtiment de commandement de l'armée française, trois mêmes lieux de pouvoirs successivement dédiés au civil, au religieux puis au militaire.

Cette démarche permettra, à l'occasion des Journées Nationales de l'Archéologie, de faire partager au public, les résultats de la fouille au sein d'un village archéologique organisé sur le site, les 16 et 17 juin 2018. Il est prévu également d'accueillir sur une semaine du mois de mai, en partenariat avec la Direction de la Vie Associative et de la Jeunesse, de la Ville de Nantes, une dizaine de jeunes adolescents pour leur faire découvrir sous une forme, pour eux inédite, l'histoire de leur territoire au travers de la pratique archéologique.

Il vous est proposé d'approuver les termes de cette convention dont le projet scientifique figure en annexe 3.

Les crédits correspondants aux dépenses et recettes sont prévus respectivement au budget 2018 – section de fonctionnement - chapitre 011 – opération 3570 archéologie et chapitre 012 – Frais de personnel, chapitre 70 – opération 3570 archéologie.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1. Approuve les termes de la convention et de ses annexes conclue avec Nantes Métropole Aménagement pour la réalisation de fouilles préventives sur le site « caserne Mellinet »,
2. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué, à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer la convention correspondante.

Pôle Sud Ouest

16 - BOUGUENAIS – SQUARE PABLO NERUDA – CROIX JEANNETTE – MEDIATHEQUE - REHABILITATION DES RESEAUX EAUX USEES - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

EXPOSE

Suite à la réalisation d'inspections télévisées sur les réseaux d'eaux usées de la rue de la Croix Jeannette sur la commune de Bouguenais, le diagnostic a mis en évidence le mauvais état des collecteurs. Il apparaît nécessaire d'intervenir sur le réseau d'assainissement collectif afin de le réhabiliter. Cette remise en état des ouvrages (collecteurs, regards de visite et branchements) s'effectuera par tranchée.

Les travaux projetés consisteront ainsi en la réhabilitation de 391 mètres linéaires de réseau.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 270 000 € HT soit 324 000 € TTC (valeur Mars 2018).

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, qui compte tenu du montant estimé de ses honoraires, sera désigné dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente.

Pour le financement de cette opération, une subvention sera sollicitée auprès de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°043, libellée « eaux usées », opération n°2018-3118, libellée « Réhabilitation collecte et transfert ».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

- 1 - Approuve le programme de l'opération de réhabilitation des réseaux d'eaux usées – square Pablo Neruda, rue de la Croix Jeannette, Médiathèque sur la commune de Bouguenais,
- 2 - Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 270 000 € HT soit 324 000 € TTC.
- 3 - Sollicite une subvention auprès de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne
- 4 - Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pôle Erdre et Loire

17 – NANTES, CARQUEFOU, THOUARE-SUR-LOIRE – TRANCHE 3 REHABILITATION DE COLLECTEURS EAUX USEES CHEMIN DE LA BOISBONNIERE A NANTES, DE LA RUE ANDRE MAUROIS A CARQUEFOU, ET DES RUES DE CARQUEFOU ET BUISSONS A THOUARE-SUR-LOIRE - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

EXPOSE

Par délibération du 29 septembre 2017, le Bureau a approuvé le programme et l'enveloppe financière de l'opération de réhabilitation de collecteurs eaux usées (tranche 3) située sur les communes de Nantes, Carquefou et Thouaré-sur-Loire pour un montant de 612 000 € HT soit 734 400 € TTC.

Le maître d'œuvre de l'opération, la société 2LM ayant remis son projet, il convient désormais de lancer la consultation pour la réalisation des travaux qui consistent à remplacer partiellement différents collecteurs, des branchements et des regards, ainsi qu'à renforcer des réseaux par chemisage.

Le montant des travaux est estimé à 549 000 € HT soit 658 800 € TTC.

La nature et le contenu homogènes des travaux ne permettent pas un allotissement.

Pour le financement de cette opération, une subvention sera sollicitée auprès de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°043 et libellée « Eaux usées », opération 2017 - N° 3118, libellée « Réhabilitation, collecte et transfert ».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

- 1 – Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de l'opération relative à la réhabilitation de collecteurs eaux usées - Tranche 3 – chemin de la Boisbonnière à Nantes, de la rue André Maurois à Carquefou et des rues de Carquefou et des Buissons à Thouaré-sur-Loire.
- 2 - Sollicite une subvention auprès de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne

3 - Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à attribuer, signer le marché et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction des Opérateurs Publics de l'Eau et de l'Assainissement

18 – NANTES – OPERATION DE MISE EN PLACE DE QUATRE DEBITMETRES SUR LES CONDUITES D’ALIMENTATION DES RESERVOIRS D’EAU POTABLE DE LA CONTRIE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L’ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – ATTRIBUTION ET SIGNATURE DU MARCHÉ

EXPOSE

Les réservoirs d'eau potable de la Contrie ont un volume de stockage de 120.000 m³ par jour.

La mise en place de débitmètres sur les conduites d'alimentation de ces réservoirs s'inscrit dans la continuité du projet de sectorisation du réseau d'eau potable et vise à améliorer le rendement du réseau de distribution d'eau potable.

Les travaux concernent la réalisation d'ouvrages pour la mise en place de matériels de mesure de débit et d'équipements de télétransmission associés au système de télégestion de l'Exploitant. L'opération consiste à réaliser 4 tranchées sous voirie et à créer une chambre d'accès au réseau d'eau potable en béton, afin de poser des débitmètres. Ces équipements seront posés sur les 4 conduites de transport d'eau potable reliant l'usine de production d'eau potable de la Roche au site de stockage de la Contrie.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 230 000 € HT soit 276 000 € TTC (valeur juin 2018).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La nature et le contenu homogènes des travaux à réaliser ne permettent pas un allotissement. Une subvention est sollicitée à hauteur de 80 % du montant des travaux auprès de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, une procédure adaptée a été lancée en vue de la passation du marché de travaux.

Au regard de l'analyse des offres qui lui a été présentée, la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable pour l'attribution de ce marché à l'entreprise Atlantique Travaux Publics pour un montant estimatif de 198 000 € HT, soit 237 600 € TTC.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°044 et libellé Eau potable, opération 2017 - N° 3003, libellé Travaux neufs et gros entretien de production.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Approuve le programme de l'opération de mise en place de quatre débitmètres sur les conduites d'alimentation des réservoirs d'eau potable de la Contrie sur la commune de NANTES.

2 - Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 230 000 € HT soit 276 000 € TTC

3 - Décide d'attribuer et d'autoriser la signature du marché correspondant à cette opération avec la Société Atlantique Travaux Publics pour un montant estimatif de 198 000 € HT, soit 237 600 € TTC.

4 - Sollicite une subvention à hauteur de 80 % du montant des travaux auprès de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

5 – Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction de l'Espace Public

19 – SAINT-JEAN-DE-BOISEAU – TRAVAUX D'ACCOMPAGNEMENT DU NOUVEAU POLE FUNERAIRE – REALISATION D'UNE VOIE VERTE ET D'UNE AIRE DE CO-VOITURAGE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

EXPOSE

Le nouveau pôle funéraire de Saint-Jean-de-Boiseau est composé d'un crématorium et d'un cimetière métropolitain. Les travaux de construction du crématorium débuteront au mois d'avril 2018 et ceux du cimetière au mois de juin 2018, pour une livraison de l'ensemble du pôle funéraire en avril 2019.

Des travaux d'accompagnement sont nécessaires pour desservir ces nouveaux équipements. Ils consistent à créer, d'une part, une voie d'accès commune au cimetière et au crématorium à partir du giratoire de l'échangeur du Landas et, d'autre part, une chaussée de 6 mètres éclairée, avec un trottoir.

Afin de relier le pôle funéraire au bourg de Saint-Jean-de-Boiseau, les travaux comprennent également la réalisation d'une voie verte, qui empruntera des chemins agricoles désaffectés et sera reliée aux itinéraires modes doux prévus au Plan Communal Déplacements Doux.

Par ailleurs, dans le cadre des autorisations règlementaires délivrées, des travaux de réhabilitation de zones humides en dehors du périmètre des équipements sont également nécessaires. Des terrains acquis dans le cadre du pôle funéraire, et actuellement cultivés, seront remis à l'état naturel par la création de six mares et d'un ensemencement spécifique.

Enfin, une aire de co-voiturage d'environ 20 places, dont 2 pour personnes à mobilité réduite (PMR), à proximité de l'échangeur sera créée. Compte tenu de sa proximité directe, celle-ci pourra être utilisée en cas de forte affluence aux cérémonies d'inhumation ou de crémation.

L'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération est estimée à 459 166,66 € HT soit 551 000 € TTC (date valeur mars 2018).

Pour la réalisation de cette opération et conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, une procédure adaptée a été lancée en vue de la passation de marchés de maîtrise d'œuvre externe, qui compte tenu de leur montant, ont été attribués dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente.

La société Pierres & Eau, maître d'œuvre pour la création de l'accès au pôle funéraire, de la voie verte et de l'aire de co-voiturage ayant remis son projet, il convient de lancer la consultation pour la réalisation des travaux, qui constitueront le lot 1.

La société Artelia, maître d'œuvre pour la réhabilitation des zones humides ayant remis son projet, il convient de lancer la consultation pour la réalisation des travaux, qui constitueront le lot 2.

Le montant des travaux est estimé à 400 000 € HT, soit 480 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondant aux travaux de création de la voie verte et de l'aire de covoiturage sont prévus au budget sur l'AP 036, libellée « Nouveaux aménagements de voirie », opération 2017-2883 libellée « Nouveaux aménagements de voirie-Pôle Sud ouest ». Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI à hauteur de 370 000 € TTC.

Les crédits correspondant aux travaux de création de la voie d'accès au pôle funéraire et de réhabilitation des zones humides sont prévus au budget d'investissement sur l'AP 004, libellée «Solidarité Intercommunale», opération 2011-3244 libellée « Aménagement du cimetière de Saint Jean de Boiseau». Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de l'enveloppe centrale de la PPI.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

- 1 - Approuve le programme de l'opération de travaux d'accompagnement du nouveau pôle funéraire relatifs à la réalisation d'une voie verte et d'une aire de co-voiturage sur la commune de Saint-Jean-de-Boiseau,
- 2 - Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 459 166,66 € HT soit 551 000 € TTC,
- 3 – Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.
- 4 - Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à attribuer et à signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Département du BATI

20 – TRANSITION ENERGETIQUE - SAINT-HERBLAIN – CENTRE TECHNIQUE IGNASIAK – TRAVAUX D'EXTENSION ET REAMENAGEMENT DES LOCAUX - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

EXPOSE

Le centre technique Ignasiak (1000 m²) situé sur la commune de Saint-Herblain accueille 74 agents. Afin d'améliorer leurs conditions de travail, il est proposé d'étendre le bâtiment pour agrandir la zone de bureaux (extension de 90 m²), créer un nouveau réfectoire en continuité de la salle de réunion et réhabiliter les vestiaires. Dans le respect de la loi de transition énergétique et l'objectif de réduction de la consommation, la couverture et le bardage seront remplacés par des éléments sandwichs à isolation renforcée. Les espaces bureaux en extension et les vestiaires réhabilités répondront aux exigences de la réglementation thermique 2012.

La structure charpente métallique sera calculée et renforcée afin de recevoir des panneaux photovoltaïques qui assureront l'autoconsommation électrique de base. Enfin, c'est l'ensemble des installations électriques qui sera remis aux normes par la mise en place d'équipements performants.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 1 583 400 € HT soit 1 900 080 € TTC (valeur décembre 2017), l'enveloppe réservée aux travaux est de 1 476 700 € HT soit 1 772 040 € TTC.

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes métropole qui ont élaboré le projet.

Cette consultation comporte 15 lots distincts.

Conformément à l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une consultation en procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux .

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°039 opération n° 2017 3798 libellée « Réhabilitation du centre technique Igniasiak ».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 – Approuve le programme de l'opération relatif aux travaux d'extension et de réaménagement des locaux du centre technique Igniasiak, à Saint-Herblain,

2 – Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 1 583 400 € HT soit 1 900 080 € TTC,

3 – Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux,

4 – Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à attribuer, signer les marchés et à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Logistique

21 – ACQUISITION DE PIECES DETACHEES CAPTIVES ET PRESTATIONS ASSOCIEES POUR LES POIDS-LOURDS ET LES EQUIPEMENTS DE VOIRIE – LANCEMENT DE PROCEDURES NEGOCIEES

EXPOSE

Nantes Métropole dispose de poids-lourds et d'équipements de voirie (tracteurs, grues, laveuses, balayeuses, bennes à ordures ménagères) dont le remplacement de certaines pièces détachées ne peut être assuré que par des concessionnaires officiels ou des fournisseurs attitrés.

Il convient de conclure de nouveaux accords-cadres, attribués après négociation, sans publicité ni mise en concurrence préalable avec les prestataires détenant le monopole de la fourniture des pièces détachées captives des marques qu'ils représentent.

A l'issue des négociations, les accords-cadres conclus prendront la forme d'accords-cadres avec émission de bons de commande, d'une durée ferme de quatre ans.

Conformément aux dispositions de l'article 30.I.3°b du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics, il vous est demandé d'autoriser la passation de ces marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence préalable pour un montant global maximum de 2 404 000 € HT, pour la durée des accords-cadres, soit 4 ans.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 2018 chapitre 011, opération 637 libellée « Maintenance du parc automobile »

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Autorise le lancement de marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la fourniture de pièces captives pour poids-lourds et équipements de voirie.

2 - Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer les marchés négociés correspondants et à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction de l'Immobilier

22 – NANTES – BOULEVARD VINCENT GACHE – PRISE A BAIL DE L'IMMEUBLE POLARIS AUPRES DE PF02 - GROUPE PERIAL

EXPOSE

Nantes Métropole recherche des bureaux en location afin d'y installer des directions occupant actuellement des locaux dans lesquels d'importants travaux doivent être réalisés.

Après recherche sur le marché immobilier nantais, il se trouve que l'immeuble Polaris -bâtiment R+7 de 6 570 m² comprenant 77 places de stationnement- , sis boulevard Vincent Gâche à Nantes est actuellement disponible et peut être pris à bail auprès de PF02, groupe Perial.

Son emplacement, à proximité de la ligne 4 du Busway, est conforme à la stratégie immobilière de Nantes Métropole.

Cet immeuble étant actuellement en construction, il est proposé, afin d'assurer sa mise à disposition future à Nantes Métropole, la signature d'un bail commercial en l'état futur d'achèvement avec la société PF02, groupe Perial.

Les conditions principales, notamment tarifaires, de cette prise à bail correspondent aux valeurs actuelles du marché immobilier nantais et sont les suivantes :

- loyer : 175 € HT/HC/m²/an,
- stationnement : 1 100 € HT/HC/unité/an,
- durée ferme de 6 ans à compter de la livraison de l'immeuble prévue en janvier 2019.

soit un montant de loyer annuel prévisionnel de 1 234 450 € HT/HC.

Les crédits correspondants sont prévus au budget au chapitre 011 - chapitre 797 - Direction de l'Immobilier.

Le service des domaines a été régulièrement consulté en date du 27 février 2018.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 – Décide de conclure avec la société PF02, groupe Perial, un bail commercial en l'état futur d'achèvement de l'immeuble Polaris sis boulevard Vincent Gâche à Nantes, pour un montant de loyer annuel prévisionnel de 1 234 450 € HT/HC.

2 – Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction des Finances

23 – REMISES GRACIEUSES ET ADMISSION EN NON-VALEUR

EXPOSE

A – Remises Gracieuses

1) Société des Expositions de la Beaujoire

Par une convention de délégation de service public en date du 5 décembre 2011, Nantes Métropole a confié à la Société du Parc des Expositions de la Beaujoire (SPEB) l'extension, la gestion et l'exploitation du Parc des Expositions de la Beaujoire, pour une durée de 20 ans.

L'article 26 du Contrat de délégation de service public prévoit qu'une redevance annuelle inhérente à la mise à disposition des biens par Nantes Métropole sera versée par le délégataire au délégant au titre de chaque année civile d'exploitation. Cette redevance est composée de deux parts complémentaires :

- Une part forfaitaire annuelle
- Une part variable correspondant à 40% de l'écart entre l'excédent brut d'exploitation (EBE en valeur absolue) réalisé et celui correspondant au compte prévisionnel consolidé de la société dédiée SPEB et de la Société Foire Internationale – Congrès de Nantes (SAFI) devenue Exponentes.

Le titre de recettes 116/2014 correspondant à l'intéressement prévu à ce 2) pour l'exercice 2012 a été émis pour 41 621 €.

Cependant il a été constaté que des recettes hors périmètre de la D.S.P., notamment pour des loyers de locaux à Carquefou appartenant au délégataire avaient été intégrées à tort dans les comptes de la délégation à l'occasion du rapport du délégataire.

De plus, le décalage des travaux, notamment la démolition des Halls 5 et 6 et la construction du Hall XXL, dû à un retard d'obtention du permis de construire, a eu pour conséquence une perte d'activité pour le délégataire sur les exercices 2012 et 2013.

Ces 2 facteurs – exceptionnels - sont évalués à 20 604,40 €.

Aussi, dans le souci de ne pas apporter de modification ponctuelle au regard d'une situation qui ne pourra se reproduire, il est proposé d'accorder une remise gracieuse de 20 604.40 € au délégataire afin de ramener le montant de la redevance variable liée à l'exercice 2012 à 21 016.60 € au lieu des 41 621 € titrés en 2014.

2) Monsieur Bernard LEROY

Suite à des désordres affectant le bâtiment sis 3, avenue Maurice Clétras à Nantes, Nantes Métropole a effectué, pour le compte de Monsieur Bernard LEROY, propriétaire du bâtiment, des travaux de mise en sécurité à hauteur de 13 290,20 €. Ces sommes ont été refacturées à l'intéressé par titres de recettes 2017/533, 2017/534, 2017/972, 2017/1280, 2017/4367 et 2017/4616.

Compte tenu de la situation financière personnelle de Monsieur LEROY, il est proposé de lui accorder une remise gracieuse à hauteur de 4 343, 76 €.

B – Admission en non-valeur de titres de recettes – Budget Principal – Budget Annexe Déchets

Au cours des exercices 2013 à 2017, Nantes Métropole a émis des créances à l'encontre de particuliers ou d'entreprises pour un montant total de 3 932,72 € (droit de place) sur le budget principal et 825,92 € sur le budget annexe des déchets.

Ces sommes n'ont pu être recouvrées par le comptable malgré les relances et poursuites effectuées ou encore en raison de l'impossibilité de recouvrer de petits reliquats.

Le Receveur des Finances de Nantes Municipale demande à Nantes Métropole de statuer sur les créances citées sur les états annexes, afin qu'elles soient admises en non-valeur.

Les crédits nécessaires sont inscrits en dépenses au budget principal ainsi qu'au budget annexe déchets de Nantes Métropole.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1. Décide de consentir une remise gracieuse partielle d'un montant de 20 604, 40 € au bénéfice de la S.P.E.B.

2. Décide de consentir à une remise gracieuse partielle de 4 343, 76 € au bénéfice de Monsieur Bernard LEROY.
3. Décide d'admettre en non-valeur les créances émises sur les exercices 2015 à 2016 citées dans le tableau en annexe pour un montant total de 3 932,72 € sur le budget principal,
4. Décide d'admettre en non-valeur les créances émises sur les exercices 2013 à 2017 citées dans le tableau en annexe pour un montant total de 825,92 € sur le budget annexe des déchets,
5. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toutes formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Contrôle de gestion

24 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX TIERS

EXPOSE

Dans le cadre de ses politiques publiques, Nantes Métropole attribue des subventions.

ATTRACTIVITE INTERNATIONALE

Graine d'Europe organise des événements à destination du grand public, en particulier des jeunes et des scolaires, dans une approche culturelle et ludique de l'Europe. Elle s'inscrit en complémentarité des autres structures intervenant dans ce domaine. Il est proposé d'accorder à cette association une subvention de fonctionnement de **10 000 €** au titre de l'année 2018.

Dans la perspective de leur regroupement au sein d'un Pôle Europe, le Centre Culturel Européen, qui propose une approche culturelle et linguistique de la sensibilisation et de l'ouverture des citoyens à l'Europe, et la Maison de l'Europe, qui assure une mission d'information, d'animation des acteurs du territoire impliqués sur le champ de l'Europe, ont prévu de développer plusieurs projets en commun en 2018. Elles organiseront ensemble l'édition 2018 de la Fête de l'Europe qui aura lieu au mois de mai à Cosmopolis à Nantes et mèneront une réflexion co-construite sur le fonctionnement du futur Pôle Europe, nécessitant un accompagnement extérieur. Afin de les soutenir dans ces démarches communes directement inscrites dans la dynamique de regroupement du Pôle Europe, il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de **10 000 € à la Maison de l'Europe et de 2 500 € au Centre Culturel Européen** (cf convention en annexe 1).

Dans le cadre du forum annuel **Nantes Creative Generations** organisé par Nantes Métropole et la Ville de Nantes au mois d'octobre 2017, un des volets consiste à encourager les jeunes métropolitains à présenter des projets de coopération menés avec des partenaires européens rencontrés lors de l'événement. Les lauréats du prix NCG se voient attribuer une subvention exceptionnelle de fonctionnement afin de leur permettre de mettre en œuvre le projet retenu. Pour 2018, les projets retenus sont :

- Le projet « So you don't think you can dance », qui vise à proposer des ateliers de danse gratuits et ouverts à tous les publics durant l'été 2018 à Erevan en Arménie, puis à Istanbul en Turquie, en lien avec des associations locales. Les ateliers seront proposés par une équipe composée de danseurs/animateurs de Nantes et des pays participants. Ce projet est porté par l'association **Labstrus** pour lequel une subvention de **4 000 €** est proposée.
- Le projet « Cross Performance with refugees », qui vise à réunir une trentaine de jeunes de 9 pays d'Europe et des jeunes migrants pendant 9 jours à Izmir en Turquie, afin de discuter des enjeux de l'accueil des réfugiés, mais également de favoriser l'échange culturel à travers la création d'une production artistique commune. A l'issue de cette rencontre, un spectacle sera présenté au public. Ce projet est porté par l'association **Rom Sucar** pour lequel une subvention de **3 000 €** est proposée.

SOLIDARITES ET COOPERATIONS INTERNATIONALES

PLATFORMA est un réseau européen d'autorités locales auquel participe Nantes Métropole. Platforma a conclu en octobre 2013 avec la Commission Européenne un Accord Cadre de Partenariat, selon lequel Platforma et ses composantes s'engagent à développer la sensibilisation des habitants aux enjeux de la coopération pour le développement en valorisant localement les actions de coopération et de solidarité.

C'est pourquoi Platforma a lancé l'initiative « European Days of Local Solidarity ». Nantes Métropole s'est engagée pour la deuxième année à inscrire ce temps fort annuel intitulé « Journées européennes de la solidarité internationale », dans le cadre du Festival de la Solidarité Internationale, déclinaison locale de l'initiative nationale du même nom.

Les activités définies par Nantes Métropole dans le cadre du projet coordonné par Platforma s'articulent autour de trois axes :

1. approfondir l'échange d'expériences avec d'autres villes européennes sur les actions de coopération au développement et capitaliser les réalisations ;
2. expliquer et faire connaître les politiques publiques spécifiques portées par les collectivités concernées sur le territoire métropolitain et dans les territoires partenaires;
3. renforcer la synergie entre les différents acteurs impliqués pour définir des projets plus pertinents et efficaces.

Conformément à l'annexe II de l'accord de consortium conclu le 9 décembre 2015 entre Platforma, Nantes Métropole et les autres partenaires, Nantes Métropole est sollicitée à hauteur de 29 272,11 € sur la période de 3 ans prévue à l'accord. En 2017, le montant versé s'est élevé à un total de 19 515,11 €, soit 9 758,11 € d'arriérés au titre de 2016 et 9 757 € au titre de 2017. Il est proposé d'accorder une subvention de **9 757 €** à **PLATFORMA** au titre de l'année 2018.

La contribution de Nantes Métropole sera considérée comme un cofinancement du programme européen validé par l'UE, qui déclenche une subvention européenne à hauteur de 80 %, permettant de soutenir le programme d'actions prévu en novembre 2018 sur le territoire de Nantes Métropole.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION

L'association **ADN Ouest** fédère les décideurs numériques du Grand Ouest, de toutes tailles et de tous secteurs. Dans le cadre d'une convention pluriannuelle conclue pour les années 2016 à 2018, trois axes de partenariat ont été définis entre l'association et Nantes Métropole, donnant lieu chaque année à la formalisation d'une feuille de route. Pour l'année 2018, il vous est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **58 000 €**, dont **40 000 €** pour le volet transition numérique des TPE/PME (avec un objectif de renforcer les opérations de sensibilisation aux usages et pratiques numériques auprès des entreprises métropolitaines, au bénéfice de leur compétitivité et croissance), **8 000 €** pour le volet Green IT (informatique et numérique durables et responsables, en appui d'actions valorisant l'éco-conception logicielle ou d'événements et animations de sensibilisation des entreprises à un développement numérique raisonné) et **10 000 €** pour le volet métiers et compétences (dans le cadre du pacte métropolitain pour l'emploi afin de mieux appréhender les besoins des entreprises et contribuer à des actions visant à rapprocher l'offre et la demande d'emploi) (cf avenant 2 en annexe 2).

Dans le cadre d'un appel à projet franco-qubécois visant à encourager les échanges et le développement économique entre la France et le Québec, les deux projets suivants ont été retenus :

- le projet "Missions et émissions entre les industries du numérique québécoises et nantaises 2017-2018" porté par Atlantic 2.0 (La Cantine) et en partenariat avec Québec Numérique : Il s'agit d'un projet sur 2017 et 2018 visant à renforcer les relations entre les acteurs numériques de Nantes, Québec et Montréal en proposant des délégations croisées lors des deux temps forts de chaque écosystème (Semaine Numérique Québec / WAQ et Web2day). Ce projet répondant aux objectifs d'internationalisation de l'écosystème numérique nantais d'une part et de renforcement des coopérations économiques avec Québec d'autre part, il est proposé d'accorder à **Atlantic 2.0** (La Cantine) une subvention de **10 000 € en 2018**, dans le cadre de la convention pluriannuelle 2017-2018 (5 000 € de Nantes Métropole et 5 000 € de reversement de la subvention accordée par l'Etat à ce projet).

- le projet à thématique numérique co-porté par l'association Atlangames avec 3 Hit Combo (Rennes) et Pixel Québec : Il s'agit d'un projet sur 2017 et 2018, culturel et créatif favorisant la circulation d'idées, de projets et d'acteurs du jeu vidéo entre les villes de Québec, Rennes et Nantes. Ce projet s'inscrivant dans la dynamique Nantes Tech d'une part (secteur des jeux vidéos), concourant au rayonnement international de l'écosystème numérique nantais et aux échanges économiques avec le Québec d'autre part, il est proposé d'accorder à **Atlangames** une subvention de **5 000 €**.

Démarré en 2014, le projet mené par l'association **Ouest Médialab** vise à la création d'un cluster dédié aux médias numériques, l'idée étant de se regrouper et de mutualiser des moyens et des ressources pour faire émerger des projets d'innovation concrets, portant davantage sur les contenus et les usages que sur les technologies. Dans le cadre d'une convention pour la période 2017/2019 Nantes Métropole apporte son soutien à la consolidation et au développement de son activité pour 30 000 €. De plus, une subvention supplémentaire de 30 000 € est prévue pour le financement de l'incubateur NM Cube (coordination, communication) et le montage d'un évènement sur les médias à un niveau national qui aura lieu en 2019. Il est proposé d'accorder à cette association une subvention exceptionnelle de **60 000 €** au titre de l'année 2018 (cf avenant en annexe 3).

Le Pont Supérieur, pôle d'enseignement supérieur spectacle vivant interrégional Bretagne - Pays de la Loire est un établissement d'enseignement supérieur sur le spectacle vivant sous tutelle du Ministère de la Culture et de la Communication, le seul au niveau interrégional. A l'instar de ses pairs des écoles d'architecture, des beaux-arts ou de design, il s'inscrit dans le paysage européen Licence - Master - Doctorat (LMD). Il propose des formations post-conservatoire et post-baccalauréat qui préparent au Diplôme National Supérieur Professionnel de musicien (DNSPM) et aux Diplômes d'Etat (DE) de professeur de danse et de professeur de musique. Il s'agit pour Nantes Métropole d'apporter son soutien au Pont Supérieur par le financement d'actions autour des quatre axes stratégiques que sont la recherche, l'international, les outils numériques et les liens entre les 3 écoles supérieures publiques de la création artistique de la Métropole, tirés des priorités partagées et affichées dans le cadre de Campus Nantes. Il vous est proposé d'accorder une subvention de **20 000 €** au Pont Supérieur au titre de l'année 2018 (cf convention pluriannuelle 2018/2020 en annexe 4).

A la faveur de l'appel à projet international « **Connect Talent** » lancé en 2013 en partenariat avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et les collectivités locales, des chercheurs ont manifesté leur intérêt en proposant des projets « de rupture », projets dont les ambitions et les potentialités visent à relever un ou plusieurs défis scientifiques ou technologiques et permettant d'afficher une ambition stratégique à moyen ou long terme. Cette initiative vise à conforter l'attractivité et le rayonnement de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur le territoire, et se traduit par un soutien financier des projets jugés les plus prometteurs.

En 2018, il vous est proposé d'approuver le soutien à trois projets pilotés par différents chercheurs :

- le projet porté par Diana Mateus qu'il est proposé de subventionner à hauteur de 200 500 € sur 3 ans dont **60 150 €** pour l'année 2018, à verser à l'**Ecole Centrale Nantes** (cf convention pluriannuelle en annexe 5) ;
- le projet porté par Shadi Ibrahim qu'il est proposé de subventionner à hauteur de **37 000 €** pour l'année 2018, à verser à l'**INRIA** (cf convention en annexe 6) ;
- le projet porté par Romain Capoulade qu'il est proposé de subventionner à hauteur de 150 000 € sur 2 ans dont **75 000 €** pour l'année 2018, à verser à l'**INSERM** (cf convention pluriannuelle en annexe 7).

Lancés en 2005, les pôles de compétitivité sont destinés à contribuer à la création de richesses nouvelles et au développement de l'emploi industriel en mobilisant les acteurs économiques et académiques présents sur les territoires. En complément du financement apporté par l'État aux pôles labellisés, Nantes Métropole apporte son soutien afin d'aider les structures à renforcer leur action sur le territoire métropolitain. Dans le cadre de sa stratégie économique, Nantes Métropole souhaite renforcer son intervention au profit de la filière maritime. **Le pôle Mer Bretagne Atlantique** contribue à développer la compétitivité des acteurs de l'économie maritime et à favoriser l'innovation et les projets collaboratifs. Aussi, il vous est proposé d'attribuer au titre de l'année 2018 une subvention de **40 000 €** à cette association (cf convention en annexe 8).

Les démarches RFI (Recherche Formation Innovation), initiées par la Région Pays de la Loire en 2012, avaient pour vocation d'accompagner des thématiques fortes du territoire dans le cadre d'une démarche intégrée en agissant sur les trois axes recherche, formation et innovation.

L'objectif est de renforcer la visibilité et l'attractivité du territoire ligérien sur chacune des 13 thématiques identifiées à partir d'une réflexion stratégique et une ambition collective formalisée dans une feuille de route à 5 ans co-construite par les acteurs du territoire concernés (académiques, collectivités, technopoles, clusters d'entreprises...).

Nantes Métropole s'est engagée à soutenir les démarches RFI relevant de ses filières prioritaires et répondant aux objectifs de son Schéma Directeur Enseignement Supérieur et Recherches Campus Nantes. Les actions ciblées répondent à certains critères (cohérence avec la politique publique métropolitaine, complémentarité avec des projets métropolitains, interdisciplinarité et dimension internationale, nombre de chercheurs nantais impliqués). Dans ce cadre, il vous est proposé d'approuver les subventions correspondant aux 2 projets suivants :

- le projet WEAMEC porté par **l'Ecole Centrale de Nantes** pour lequel une subvention de **90 000 €** est proposée en 2018 (cf convention en annexe 9)
- le projet Food for tomorrow porté par **Oniris** pour lequel une subvention de **40 000 €** est proposée en 2018 (cf convention en annexe 10).

Soutien aux manifestations scientifiques :

L'Ecole Centrale de Nantes a organisé **l'International Conference on Computational Fracture and Failure of Materials and Structures - CFRAC 2017**, du 14 au 16 juin 2017 à la Cité Internationale des congrès de Nantes. Ces journées internationales portaient sur la rupture des matériaux et des structures. 218 experts chercheurs et industriels dans le domaine de la fissuration y ont participé dont 56 % d'étrangers. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **5 000 €** en faveur de **l'Ecole Centrale de Nantes** (cf convention en annexe 11).

L'Ecole Centrale de Nantes a organisé la **16th European Mechanics of Materials Conference - EMMC 16** du 26 au 28 mars 2018 à la Cité Internationale des congrès de Nantes. Ces journées portaient sur la mécanique des matériaux, le génie civil et la biomécanique géophysique. 350 industriels, chercheurs, étudiants dont des internationaux ont participé aux sessions scientifiques autour de cette thématique et à la cérémonie de remise d'awards. Cette conférence valorise la recherche dans cette filière stratégique soutenue par Nantes Métropole. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **11 000 €** en faveur de **l'Ecole Centrale de Nantes** (cf convention en annexe 12).

La Société Française de Chirurgie Rachidienne - SFRC organise son **congrès annuel** du 7 au 9 juin 2018 à la Cité Internationale des congrès de Nantes. Il s'agit de la 14ème édition de ce congrès médical sur la chirurgie du rachis. 450 neurochirurgiens, chirurgiens orthopédistes spécialisés et partenaires de l'industrie seront réunis autour de ce thème sous la présidence du Docteur Delecrin du CHU de Nantes. Le colloque se déclinera sous forme de tables rondes, sessions scientifiques thématiques, conférence débats, assemblée générale. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **5 000 €** en faveur de **la Société Française de Chirurgie Rachidienne** (cf convention en annexe 13).

L'Association Européenne des Technologies de l'Embryon organise la 34ème édition de son **congrès annuel - AETE 2018**, du 7 au 8 septembre 2018 à la Cité Internationale des congrès de Nantes. Le porteur est une association dont l'objectif est de faire progresser la diffusion et l'application des connaissances relatives aux technologies de l'embryon des espèces d'animaux mammifères. 220 chercheurs, techniciens, vétérinaires, étudiants dont des internationaux, participeront à cet événement autour de la thématique des biotechnologies de la reproduction animale et du transfert embryonnaire. Le congrès se déclinera sous forme de workshop, conférences, assemblée générale, sessions thématiques et d'un dîner de gala. Ces journées contribuent à la valorisation de la recherche et des compétences d'ONIRIS dans ce domaine. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **6 000 €** en faveur de **L'Association Européenne des Technologies de l'Embryon** (cf convention en annexe 14).

La 2ème édition de Bioregate European Forum For regenerative Medicine - BIOR18 se déroulera du 17 au 19 octobre 2018 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes et à la Faculté de pharmacie. Ce colloque scientifique organisé par l'UFR d'odontologie portera sur la médecine du futur ou médecine 4R (replace, repair, regenerate, reprogram). 225 participants sont attendus dont 30 % d'étrangers. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **6 000 €** à **l'Université de Nantes** (cf convention en annexe 15).

EMPLOI ET INNOVATION SOCIALE

L'association ATAO, Structure d'Insertion par l'Activité Économique, domiciliée à Nantes et Saint-Herblain, porte 5 ateliers et chantiers d'insertion. L'association accueille chaque année une centaine de salariés très éloignés de l'emploi en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) afin de leur permettre de bénéficier d'un accompagnement renforcé qui doit faciliter leur insertion professionnelle.

Les 5 ateliers et chantiers d'insertion conventionnés par l'État pour 56 ETP, facilitent l'insertion socio-professionnelle par la mise en situation de production des salariés de l'association dans le cadre d'activités de métallerie, menuiserie, restauration d'espaces naturels / de patrimoine bâti, de réparation, location, vente d'automobiles et de cycles.

Il est proposé d'accorder pour l'année 2018 une subvention de fonctionnement de **90 000 €** pour les 5 ateliers et chantiers d'insertion (cf convention en annexe 16).

Le Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) Agriqualif Pays de la Loire, est une association créée en 2009, à l'initiative de chefs d'entreprise du secteur agricole. Sa spécificité est de mettre à disposition des salariés à temps plein ou temps partagé avec un parcours de formation individualisé et adapté à l'entreprise. Chaque année, plus d'une trentaine de salariés sortent formés du GEIQ et près de 3/4 d'entre eux sont en emplois ou retournent en formation dans les trois mois qui suivent. En 2016, une antenne du GEIQ agriqualif Pays de la Loire a été créée sur le territoire de Nantes Métropole dans le cadre d'un partenariat avec la Chambre d'Agriculture de Loire Atlantique. Afin d'aider à la consolidation de cette antenne et de permettre au GEIQ de développer son ingénierie de formation et son activité, notamment sur la filière maraîchère, il vous est proposé de lui accorder une subvention de **8 000 €** (cf convention en annexe 17).

L'association **Des Femmes en Fil** a été créée en 2009, dans le but de favoriser, par la pratique de la couture, l'insertion de femmes rencontrant des difficultés en termes d'employabilité, de précarité, d'isolement.

Après plusieurs années d'un développement continu, le projet de l'association se décline en plusieurs secteurs d'activité :

- Animation sociale et culturelle,
- Action culturelle,
- Insertion socio-professionnelle.

L'association compte plus d'une vingtaine de salariés, dont la majorité est employée dans le cadre de contrats aidés de 2 années maximum. Or, la suppression des dispositifs d'emplois aidés a mis en péril cette association, tant sur le fonctionnement global de la structure que sur le développement des projets d'accompagnement à destination du public féminin des quartiers prioritaires.

Le comité des financeurs composé des services de l'Etat, du Conseil Départemental, de la ville de Nantes et de Nantes Métropole s'est réuni le 22 décembre 2017 et a reconnu le travail d'inclusion sociale réalisé par Des Femmes en Fil auprès de leur public cible - public féminin des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Pour autant, le modèle de développement et l'organisation de l'association doivent être remodelés si celle-ci souhaite perdurer et maintenir son projet social.

Afin d'accompagner l'association dans ce travail de remodelisation, d'inscription de la structure dans un modèle économique viable, le secteur de l'Insertion par l'Activité Economique est une piste de réflexion envisagée en cohérence avec les démarches antérieures de la structure. Le comité des financeurs a validé à l'unanimité la proposition de l'Etat de diligenter un DASESS (Dispositif d'Appui aux Structures de l'Économie Sociale et Solidaire) sur le début d'année 2018.

Dans l'attente des conclusions de ce DASESS, au regard des difficultés de l'association, il est proposé que Nantes Métropole renouvelle son soutien à **Des Femmes en Fil** et accorde à titre exceptionnel une subvention supplémentaire de **2 900 €**.

L'association Ateliers des 2 rives, Structure d'Insertion par l'Activité Économique, domiciliée à La Chapelle Sur Erdre depuis fin 2017, porte 3 ateliers et chantiers d'insertion. L'association accueille chaque année 50 salariés très éloignés de l'emploi en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) afin de leur permettre de bénéficier d'un accompagnement renforcé qui doit faciliter leur insertion professionnelle.

Les 3 ateliers et chantiers d'insertion conventionnés par l'État pour 37 ETP, facilitent l'insertion socio-professionnelle par la mise en situation de production des salariés de l'association dans le cadre d'activités d'espaces verts, environnement ; nettoyage, propreté ; bâtiment second œuvre, peinture.

Il est proposé de lui accorder pour l'année 2018 une subvention de fonctionnement de **69 000 €** pour les 3 ateliers et chantiers d'insertion (cf convention en annexe 18).

L'association **Chantier Ecole Pays de la Loire** fédère au niveau de la Région Pays de la Loire les acteurs de chantier-école dans le domaine de la formation, comme celui de l'insertion par l'activité économique (les Ateliers et Chantiers d'Insertion). Le réseau soutient les démarches de chantier-école qui concernent toute action collective qui, à partir d'une situation de mise au travail, sur une production grandeur nature, a pour objectif de favoriser la progression des personnes. Pour la mise en œuvre de son programme d'actions 2018, et notamment ses actions de professionnalisation, il est proposé d'attribuer à cette association une subvention de fonctionnement de **11 000 €** (cf convention en annexe 19).

ASSPRO est une association créée en 2011 intervenant principalement auprès des personnes de plus de 45 ans en recherche d'un emploi, d'un complément d'activité ou souhaitant créer leur emploi. L'ensemble des services proposés est accessible gratuitement : salons et forums emploi (2 par an pour environ 6 000 visiteurs), cafés actifs : rencontres de demandeurs d'emploi et partenaires économiques (9 à 10 par an, 40 à 50 bénéficiaires par rencontre), mise à disposition d'une documentation pratique, réseau social permettant de développer les relations et de déposer les CV ou des offres de services, newsletter.... Il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **30 000 €** au titre de l'année 2018 (cf convention en annexe 20).

L'Association **Déclic Mobilité** favorise le développement des compétences à la mobilité pour des publics en difficulté d'insertion, et notamment ceux qui sont le moins autonomes dans leurs déplacements. Cette action s'inscrit dans l'offre de services territoriale de la plateforme Mobilités Emploi. L'action repose sur une évaluation à l'entrée, un tronc commun d'apprentissage de la mobilité de base, et des modules adaptés en fonction des difficultés repérées et des projets d'insertion des participants. En 2017, 106 personnes, dont 59 % de femmes et 46 % d'habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, ont bénéficié de cette prestation. Il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **28 000 €** au titre de l'année 2018 (cf convention en annexe 21).

L'Association **STAFF** intervient sur le champ de la formation de publics peu qualifiés en situation de recherche d'emploi aux métiers techniques du spectacle (son, lumière, et machinerie). Au fil des années, ce centre de formation s'est imposé dans son secteur par la qualité des enseignements proposés et leur adéquation aux besoins du marché. L'offre de formation de STAFF est la seule sur le territoire qui propose à des demandeurs d'emploi sans qualification, un parcours de formation qualifiant dans les métiers du spectacle qui va de la pré-qualification à un titre professionnel de niveau 3. Pour l'année 2016-2017, 6 sessions de formation ont été mises en place (60 bénéficiaires). Il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **50 000 €** au titre de l'année 2018 (cf convention en annexe 22).

Une des missions de l'association **UFCV (Union Française des Centres de Vacances et de Loisirs)** est de proposer des actions de formation et d'insertion. Sur le territoire métropolitain, elle œuvre notamment à l'insertion sociale et professionnelle. L'UFCV propose un chantier d'insertion, en 2018 à 27 jeunes (23 hommes et 4 femmes dont 10 personnes issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Cette action permet de les mettre en situation de travail, l'objectif étant de viser prioritairement l'accès rapide à l'emploi et/ou à la formation pré-qualifiante ou qualifiante. Il vous est proposé d'accorder à UFCV une subvention annuelle de fonctionnement de **22 000 €**.

Par ailleurs, l'association met également en place un atelier mécanique "Mécanord", qui s'adresse aux personnes bénéficiaires des minimas sociaux ou ayant de faibles revenus qui ne peuvent accéder aux prestations mécaniques classiques pour réparer leur véhicule. Cette action s'inscrit dans l'offre de services de la Plateforme Mobilités Emploi et constitue l'unique offre de garage solidaire du territoire. En 2017, elle a bénéficié en moyenne à 200 usagers, dont la moitié de femmes et environ un tiers d'habitants des QPV. Il est donc proposé d'accorder également une subvention de fonctionnement de **3 000 €** pour cette action, ce qui représente une subvention totale de **25 000 €** au titre de l'année 2018 (cf convention en annexe 23).

L'association **Espaces Formation** met en œuvre une action d'accompagnement renforcé intitulée « plateforme d'orientation pour un public adulte ». Cette action s'adresse à des publics très éloignés de l'emploi, afin de favoriser leur insertion professionnelle et leur autonomie sociale. L'action bénéficie à 64 personnes, majoritairement des femmes (80%) dont la moitié sont en situation de monoparentalité. Plus de la moitié des bénéficiaires résident en quartiers prioritaires de la politique de la ville. En 2016, 56 % des bénéficiaires ont accédé à un emploi et 7 % à une formation qualifiante. Il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **44 000 €** dédiée à l'action de formation « plateforme d'orientation pour un public adulte » au titre de l'année 2018 (cf convention en annexe 24).

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région des Pays de La Loire, proposait en 2016 une action expérimentale, issue du groupe de travail "Décrochage" du Pacte Métropolitain pour l'Emploi, intitulée « Accompagnement renforcé des apprentis « rupturants » souhaitant se réorienter ». Cette action s'adresse à des jeunes apprentis ayant rompu leur contrat d'apprentissage dans la 1ère année de CAP. Ce dispositif d'accompagnement renforcé bénéficie à 9 apprentis rupturants, vise la prise en charge rapide des situations de rupture pour éviter le décrochage et apporter des solutions de réorientation ou de retour vers l'apprentissage. Le bilan (fin 2017) a démontré l'intérêt de l'action. Son élargissement à d'autres jeunes rupturants non initialement visés est proposé.

Cette action est co-financée conjointement avec le conseil régional et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Afin de continuer à soutenir cette expérimentation, il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **15 000 €** (cf convention en annexe 25).

L'association **JET** est une radio associative culturelle, sociale et éducative visant à favoriser la découverte, la connaissance, l'échange et le lien social. Cette association intervient d'une part sur le champ de l'emploi/insertion (production et diffusion d'émissions et chroniques sur des thématiques liées à l'emploi, à l'apprentissage, au lien travail/handicap, au contrat de ville, aux filières qui recrutent en lien avec la Maison de l'Emploi). D'autre part, ce média participe à la valorisation de la filière Economie Sociale et Solidaire (ESS). L'association JET propose en 2018 une action relevant de la politique de la Ville "Micro Quartier" en direction des habitants du quartier Grand Bellevue et en direction du public « Garantie Jeune » de la Mission Locale. L'action s'articule autour de deux axes avec l'utilisation de la pratique radiophonique et la découverte de l'environnement de la radio pouvant susciter des vocations et des projets.

Il est proposé d'accorder à l'association **JET** une subvention de fonctionnement de **10 000 €** au titre de l'année 2018.

L'association **les orpailleuses** a organisé le 8 février dernier à la Fleuriaye à Carquefou un forum ouvert intitulé « les nouvelles générations d'actifs : de l'or pour les organisations ? ». Ce forum a permis la rencontre entre des responsables et DRH d'entreprises, de collectivités, d'associations et des jeunes actifs de moins de 30 ans, afin de réfléchir ensemble et de récolter des idées et des projets pour faire évoluer les pratiques de collaboration dans le monde du travail. L'attention portée à l'intégration et à la place des jeunes générations sur le marché du travail rejoint les priorités de Nantes Métropole en matière de responsabilité sociétale des entreprises et d'emploi des jeunes. L'événement est également soutenu par le Département de Loire Atlantique, la CPME 44, l'Ecole de Design, le CESI et le Crédit Agricole Atlantique Vendée. Il est proposé d'attribuer à cette association une subvention de **2 000 €**.

Dans le cadre de la feuille de route Economie Sociale et Solidaire du territoire à horizon 2020, notamment les deux chantiers spécifiques que constituent le commerce équitable et l'habitat participatif, il vous est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

20 000 € à l'association NAPCE pour son action en faveur du commerce équitable (cf convention en annexe 26) :

NAPCE est un collectif d'associations et de particuliers agissant pour le développement du commerce équitable. Elle a pour principale mission l'information et la sensibilisation de tous les publics (3 500 personnes sensibilisées en Pays de la Loire en 2016), et apporte notamment un soutien aux communes de la métropole dans ce cadre. Afin de soutenir la mise en œuvre de son programme d'actions, qui porte d'une part sur l'organisation d'événements grand public, tels que « la quinzaine du commerce équitable », le « brunch équitable et local », « les pauses équitables » et, d'autre part, sur l'engagement d'une réflexion, en lien avec Nantes Métropole, pour mesurer les possibilités d'une labellisation de la métropole en tant que territoire de commerce équitable. Pour ce faire, un plan d'action, opérationnel, est engagée pour l'année 2018 par l'association : réalisation d'un diagnostic, mobilisation citoyenne et mise en place d'un comité local du commerce équitable en fin d'année.

2018 est une année importante pour NAPCE qui fête ses 20 ans et organise la 10ème édition du Brunch équitable et locale le 26 mai. Ces 2 événements se tiennent dans le cadre de la quinzaine du commerce équitable organisée du 12 au 27 mai 2018. Ladite quinzaine mobilise, chaque année, 2 000 à 2 500 personnes.

Par ailleurs, NAPCE, en 2018, renforce son action en organisant, le 19 mai, le « Voyage Equitable à Nantes » ; un itinéraire cyclable, de 5 ou 6 étapes avec, à chacune d'elles, des animations sensibilisant le public aux impacts positifs du commerce équitable (nord/sud et nord/nord).

5 000 € à l'association **Habitats et Energies Naturels (HEN44)** qui a pour mission d'initier et d'accompagner les particuliers dans leurs projets d'habitats participatifs en auto-construction, sains et écologiques (appelés aussi habitats groupés, éco-lieux coopératifs) ou sur des projets d'installation d'énergies renouvelables (panneaux photovoltaïques), en Loire-Atlantique.

L'appui d'HEN aux groupes de projets d'habitat participatif se fait en préservant le caractère spécifique de chaque démarche. L'association propose des outils de rencontre, de mise en relation, de partage d'informations (site Internet, ateliers, rendez-vous,...) et de formation afin de favoriser la consolidation des groupes, leur montée en compétence pour qu'ils puissent assumer leur rôle de « maîtrise d'ouvrage collective ».

Le cycle d'ateliers organisés par HEN permet cette acculturation aux spécificités de l'habitat participatif dans toutes ses dimensions : vie des collectifs et construction des projets. Il s'agit aujourd'hui, pour HEN, de les compléter par des publications à la manière de recueil de témoignages et d'expertises capitalisés sur un panel d'opérations régionales. Cette action se fera en lien avec les réseaux régionaux (Habitat participatif Ouest) et nationaux (Coordin'action, Habicoop, Hal'âge, ...) pour mutualiser les ressources mobilisées. L'objectif, à terme, est de disposer d'un outil de communication en direction d'un public élargi, rapidement déployable dans le cadre de réunions publiques.

A ce jour, plus de 1 000 personnes ont participé aux rendez-vous, ateliers, journées d'information d'HEN. L'association dispose d'une base de contacts de 400 personnes.

Le travail conduit par HEN, en lien avec l'association l'Echo-Habitant et les autres réseaux précités, permet de conduire des cycles de réflexion, d'analyse et de capitaliser sur les différentes approches juridiques et d'organisation des collectifs. Ce cycle de travail a pour objectif de faire progresser les approches pédagogiques, l'aide aux questionnements des porteurs de projet. Les enseignements et conclusions auront vocation à intégrer un guide « premiers outils » de l'habitat participatif actuellement en construction.

Dans le cadre du dispositif partenarial ESS Nantes Factory, pour l'accompagnement et le financement de projets d'Economie Sociale et Solidaire, il vous est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

10 000 € à l'association **OCEAN** (Ouest Cœur d'Estuaire Agglomération Nantaise) pour son projet de création d'une plateforme métropolitaine de réemploi des matériaux du bâtiment :

Ce projet propose des solutions concrètes à l'entretien et la propreté des chantiers de démolition et de construction en agissant directement sur le tri, le démantèlement et l'évacuation des déchets de chantier, mais aussi de prévention face aux problématiques de sécurité et de tranquillité publique. L'objectif est de maîtriser l'évacuation des déchets générés, mais également de favoriser le réemploi de ces matériaux dans une logique d'économie circulaire.

L'ingénierie du projet est conduite en lien avec Les Ecosolies et le réseau Echobat Développement dans le cadre de la feuille de route ESS du territoire à horizon 2020. Les conclusions de l'étude de faisabilité sont attendues pour octobre 2018 et la mise en service de la plateforme pour 2019.

Pour OCEAN, ce projet de diversification d'activités a pour objectif de participer à la sécurisation d'une dizaine de postes en insertion.

D'ores et déjà, plusieurs axes d'action sont pressentis pour cette plateforme de réemploi :

- La démolition (domaine du second œuvre) avec la mise en place d'une logique de réemploi de matériaux ;
- Le tri en déchetterie ou sur des sites de démolition ;
- L'enlèvement sur demande des entreprises du bâtiment ou des collectivités ;
- La vente sur un site dédié ou de façon dématérialisée ;
- La formation à destination du public en insertion ;
- La sensibilisation à destination du grand public.

5 000 € à l'association Bio-T-Full pour le projet AquaLAB :

Le projet AquaLAB a pour objet d'implanter un démonstrateur dédié entièrement à l'aquaponie (système qui unit la culture de plantes et l'élevage de poissons), au cœur de la métropole nantaise (site envisagé : le Solilab). L'objectif de ce démonstrateur est d'être identifié comme un lieu ressource, consacré à l'éducation, l'expérimentation, et la formation, pour tout public, grâce à la vulgarisation des différentes techniques de culture en aquaponie. Conçu de façon duplicable, mobile et modulable, l'AquaLAB a pour ambition de servir de modèle à d'autres réalisations plus conséquentes en termes de "fermes urbaines" sur le territoire de la métropole nantaise et au-delà, tout en démontrant le potentiel de développement de nouvelles activités sur notre territoire.

Cet outil permettra de tester, d'expérimenter de nouvelles pratiques et de nouveaux matériels en aquaponie.

Il permettra d'informer mais également de former :

- Les écoles : sensibilisation au monde vivant (avec possibilité d'intégrer l'aquaponie comme support pédagogique dans le cadre des animations périscolaires) ;
- Les particuliers qui souhaiteraient s'acculturer et produire une partie de leurs légumes (plusieurs ateliers participatifs de formation ont été organisés en 2017 par Bio-T-Full) ;
- Les professionnels dans le cadre de projets ou de démarches RSE (pour les entreprises, les bailleurs d'habitat social, ...).

Objectif de création d'emploi : 3 ETP à trois ans.

Nantes Métropole apporte également une participation aux dispositifs d'aide à l'emploi. Ainsi, il est accordé aux structures d'accueil une participation financière. Sur les dispositifs d'Etat, l'aide de Nantes Métropole est de 2 522 € (base 35h) pour les **emplois d'avenir** du secteur associatif et de 1 441 € (base 20h) pour les Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (**emplois solidaires**). Les demandes de co-financement portent sur des salariés en Emplois d'Avenir dont les postes ont été, préalablement au recrutement, validés par l'Etat.

La liste des 5 postes aidés soumis à l'approbation du Bureau ainsi que les montants correspondants sont détaillés ci-dessous et représentent la somme de **8 647 €**.

EMPLOIS D'AVENIR – Reconduction	
Des femmes en fil (2 postes)	5 044 €
EMPLOIS SOLIDAIRES	
Des femmes en fil (2 postes)	2 162 €
Stations Services	1 441 €

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE / TOURISME

L'entrepreneuriat constitue un enjeu majeur pour le territoire, tant en termes de création d'emplois et de richesse que de renouvellement du tissu économique, de dynamisme et d'attractivité de l'agglomération. Dans sa politique publique de développement économique, Nantes Métropole s'est fixé comme objectif de favoriser la création d'entreprises et d'activités sur le territoire, en accompagnant les structures intervenant en la matière, dans une logique de complémentarité et de collaboration. Dans ce cadre, Nantes Métropole a conclu des conventions pluriannuelles avec l'ensemble des structures, pour les années 2016 à 2018, au titre desquelles il vous est proposé de voter les montants alloués au titre de l'année 2018 comme suit :

- **20 000 €** pour **CoopChezVous** (coopérative d'activités et d'emploi offrant une solution de test et d'accompagnement pour les services à la personne)
- **10 000 €** pour **OZ** (coopérative d'activités et d'emploi offrant une solution de test et d'accompagnement pour les métiers culturels et créatifs)
- **40 000 €** pour **BatiCréateurs 44** (coopérative d'activités et d'emploi offrant une solution de test et d'accompagnement pour les métiers du bâtiment)

En 2017, Nantes Métropole et l'Agence France Entrepreneur ont lancé un appel à projets conjoint « Entreprendre dans les quartiers politiques de la ville ». Cet appel à projets vise à amplifier certaines actions existantes du dispositif « Osez Entreprendre » ayant fait la preuve de leur efficacité et à faire émerger des initiatives nouvelles ciblées sur l'acquisition de compétences entrepreneuriales.

Le dispositif Osez Entreprendre permet de sensibiliser à l'entrepreneuriat et d'accompagner les créateurs d'entreprises sur les quartiers prioritaires. Ce dispositif associe les acteurs œuvrant sur le champ de la création d'entreprises et bénéficie d'un appui financier de Nantes Métropole, de l'Agence France Entrepreneur, de l'État et de la Caisse des Dépôts et Consignations dont les objectifs pour la période 2018/2020 sont définis dans une convention-cadre.

Suite à l'appel à projets, il est proposé d'accorder les subventions suivantes, avec un principe de part variable de 10 % qui sera versée en fin d'année sous réserve de la concrétisation de certaines actions (parrainage, mentorat, mise en réseau, ambassadeurs, ouverture à de nouveaux partenaires) :

- **141 000 €** à **BGE Atlantique Vendée** (cf convention en annexe 27) ;
- **62 000 €** à **Ouvre-Boites 44** (cf convention en annexe 28) ;
- **12 000 €** à **FONDES** (cf convention en annexe 29) ;
- **40 000 €** à **l'ADIE** (cf convention en annexe 30).

La CCI souhaite développer un nouvel outil au service des entreprises pour faciliter leurs démarches dans leurs relations avec la collectivité, en proposant un accompagnement plus qualitatif, dans une logique de relations clients, en vue de contribuer au développement des entreprises sur le territoire. Ce nouvel outil s'est concrétisé en décembre 2017 par la création d'un numéro unique pour les entreprises de la métropole qui leur donne accès à l'offre de service de la CCI Nantes – Saint-Nazaire et de Nantes Métropole. Conformément aux dispositions de la convention pluriannuelle 2016/2019 approuvée par le Bureau métropolitain du 30 septembre 2016, il est proposé de verser à **la CCI Nantes – Saint-Nazaire** pour 2018 une subvention de fonctionnement de **65 500 €** pour le renforcement de l'outil (cf avenant en annexe 31).

Le **CCO** assure aujourd'hui un rôle d'animation économique, de valorisation du patrimoine et d'organisation du débat public. Par son implication dans les débats économiques et sur l'emploi sur le territoire, le CCO contribue à l'animation active du territoire métropolitain. En outre, de par sa position géographique, le CCO est également un acteur de l'animation de la Tour Bretagne. Afin de lui permettre de répondre à ses besoins de fonctionnement, il est proposé de lui accorder une subvention de **80 000 € au titre de 2018**, en complément de l'acompte déjà versé de 70 000 € attribué lors du Conseil métropolitain du 8 décembre 2017 (cf avenant n°1 en annexe 32).

L'association « **SOFILM SUMMERCAMP** » a conçu et initié le festival "Sofilm Summercamp", proposition estivale à rayonnement national qui permet de découvrir le cinéma autrement, dans une ambiance festive et populaire à travers la mise en œuvre de différentes actions : cartes blanches confiées à des personnalités du cinéma et d'ailleurs (une trentaine), séances en plein air de films cultes en version restaurée, programmation de films inédits, rares ou décalés, d'avant-premières, mise en œuvre du « Summerlab, incubateur de talents » (résidences et lectures de cinéma de genre, rencontres professionnelles, etc). Nantes Métropole souhaite soutenir ce festival et propose l'attribution, par convention, d'une subvention de **45 000 €** au titre de l'année 2018 (cf. convention en annexe 33). Ce financement est prévu dans le cadre du Budget Primitif 2018.

Soutien aux manifestations :

Le colloque « le Printemps des Fameuses » a eu lieu le 8 mars et les 22 - 23 mars 2018 à Stéréolux. Il s'agit de la 5ème édition à l'initiative du CCO et en partenariat avec l'association Business au Féminin Network (BFN), réseau de femmes dirigeantes ou femmes cadres dans la région nantaise créée par Annie Sorel. On comptait 250 fameuses en 2017. Le colloque a pour but de rendre visible l'expertise et le savoir-faire des femmes dans le grand ouest et son objectif est d'inspirer des idées nouvelles sur les questions de l'égalité Femmes-Hommes. L'événement a été lancé le 8 mars en « off » jusqu'au 21 mars, pour l'élaboration du plan d'actions et la mise en place d'une consultation publique. L'ouverture officielle a eu lieu le 22 mars, avec une journée dédiée au monde de l'entreprise, et le 23 mars une journée consacrée à l'approche transversale et sociétale de l'égalité Femmes/Hommes. 1 500 participants ont été accueillis sur les 2 jours du colloque, notamment des chercheurs, étudiants, entreprises, représentants de réseaux professionnels et le grand public.

Cette manifestation conforte l'ambition politique de Nantes Métropole dans ses démarches en faveur de l'égalité Femmes - Hommes et de la RSE et contribue aux initiatives locales menées en faveur de l'égalité professionnelle. Il est proposé d'attribuer une subvention de **13 000 €** au **Centre de Communication de l'Ouest** (cf convention en annexe 34).

La 2ème édition du **Festival Motion Motion** aura lieu le 18 mai 2018 à Stéréolux. Il s'agit du festival du mouvement graphique entièrement dédié au motion design initié par l'Association des Motion Designers Français en partenariat avec les agences de design et les écoles supérieures de Nantes. Ce salon professionnel réunira 2 500 étudiants, entreprises de la profession, des écoles supérieures d'art graphique et sera ouvert au grand public. Le motion design (technique vidéo qui utilise la création artistique au service de l'animation) est une niche spécifique sur laquelle Nantes a des compétences et des ressources pour se différencier au niveau national. Accueillir, soutenir et pérenniser ce festival sur l'agglomération nantaise, permettra d'accroître la visibilité, d'asseoir la notoriété de la métropole et de capter des projets de start-up. Les motion designers sont un vivier sur l'agglomération nantaise labellisée « Métropole French Tech » ouvert sur tous les métiers liés au numérique. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **7 000 €** en faveur de **l'association des Motions Designers français** (cf convention en annexe 35).

La Fondation Maisons du Monde sous l'égide de la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH) créée par Nicolas Hulot, organise les 8 et 9 juin 2018 **l'événement « Aux Arbres »** sur le thème de la sensibilisation à la préservation des forêts, de la biodiversité et du climat. Il s'agit d'une première édition qui sera largement diffusée médiatiquement via des réseaux internationaux. Il se déclinera sous forme de tables rondes thématiques, d'ateliers, d'échanges d'expériences, de stands et animations, d'un parcours pédagogique pour les scolaires, d'un espace cinéma (projections de films pédagogiques), d'un village d'associations sur l'ensemble du site et d'une conférence plénière. Il rassemblera des experts internationaux, des entreprises, des scolaires, des étudiants et sera ouvert au grand public. 2 500 participants sont attendus par jour. Cet événement contribuera à mettre en avant la politique environnementale de Nantes, élue capitale verte en 2013 et valoriser les actions de la plateforme RSE. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **40 000 €** en faveur de **la Fondation pour la Nature et l'Homme** (cf convention en annexe 36).

La 5ème édition des **Rencontres Nationales de l'Habitat Participatif - RNHP** aura lieu du 5 au 7 juillet 2018 au Solilab et à l'ENSAN, portée par l'association Echo Habitants. Ces Rencontres existent depuis 2010. Elles portent sur la démocratisation d'une forme de logement, aux multiples intérêts économiques, écologiques et sociaux. Elles réunissent des acteurs professionnels et institutionnels, des groupes projet d'habitants, des chercheurs, des étudiants, des entreprises autour de cette thématique. Ces journées sont ouvertes au grand public, 800 à 1 000 participants sont attendus par jour. Elles se déclineraient sous forme d'un espace forum, de séances plénières, de conférences, de tables rondes, d'ateliers thématiques et de visites de projets dans la métropole. Cet événement contribue à la découverte de la connaissance de l'habitat participatif par des publics peu initiés et valorise la politique publique de Nantes métropole dans ce domaine et de sa dynamique en matière d'économie sociale et solidaire. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **20 000 €** en faveur de **l'association Echo Habitants** (cf convention en annexe 37).

La Fédération de la Libre Pensée de Loire Atlantique - FNL organise son **Congrès annuel** du 21 au 25 août 2018 à la Salle la Carrière à Saint-Herblain. La FNL fédère des groupes de libres penseurs et œuvre dans la défense des acquis républicains et des libertés démocratiques, pour la laïcité de l'École et de l'État, pour la séparation des Églises et de l'État et contre l'obscurantisme. 300 associations et représentants des Fédérations départementales en France seront réunis autour de cette thématique. Le congrès se déroulera sous forme de sessions statutaires, d'une rencontre philosophique avec des associations locales et des visites de sites nantais. Ce congrès valorise le soutien au principe constitutionnel de laïcité. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **2 500 €** en faveur de **la Fédération de la Libre Pensée de Loire Atlantique** (cf convention en annexe 38).

ENVIRONNEMENT

L'association **Ecopôle**, labellisée Centre Permanent d'Initiation à l'Environnement du Pays de Nantes, est le principal réseau de l'environnement du territoire qui regroupe plus de 200 structures membres. Son centre de documentation et de ressources sur l'environnement comprend un accueil physique, un site internet, un annuaire des ressources pédagogiques et des espaces dédiés sur le territoire.

En 2018, l'association met en application son projet associatif visant à conforter Ecopôle au cœur de son réseau, à poursuivre l'accompagnement des changements de comportements, à favoriser les coopérations et collaborations au sein de son réseau, à encourager une plus grande implication des bénévoles et à agir prioritairement en direction des jeunes et des acteurs intermédiaires.

Le programme prévisionnel des actions à mener dans le cadre de la convention 2018 repose sur 3 pôles d'activités, à savoir :

- un pôle « vie du réseau » visant à mobiliser les acteurs du réseau de l'environnement et à favoriser les coopérations entre eux,
- un pôle d'activités « ressources et éducation » visant à informer et accompagner les habitants sur les questions environnementales,
- et un pôle d'activités « territoires » visant à mobiliser et fédérer les acteurs territoriaux.

Afin de soutenir ces 3 pôles, il est proposé d'attribuer une subvention à cette association de **100 000 €** au titre de l'année 2018, en complément à l'acompte de 90 000 € attribué au Conseil du 8 décembre 2017 (cf convention en annexe 39).

La contribution de l'association **Open Odyssey** lors du Grand Débat Transition Energétique à plusieurs cahiers d'acteurs, les activités et les initiatives qu'elles proposent pour 2018 s'inscrivent pleinement dans la **feuille de route partagée de la Transition Energétique** adoptée le 16 février 2018 en Conseil Métropolitain. Le programme de travail proposé ci-après participe à plusieurs engagements issus de cette feuille de route, notamment :

- intensifier la lutte contre le gaspillage alimentaire,
- 100 « labs citoyens » pour mettre en réseau les initiatives et poursuivre les communautés et défis,
- utiliser les réseaux intelligents et l'usage du numérique pour accélérer la transition énergétique.

Ainsi, cette association accompagne les territoires et les organisations (entreprises, collectivités, associations, ...) dans leur conduite du changement et de transitions en mobilisant la force de la jeunesse étudiante.

Elle a sollicité Nantes Métropole dès 2016 pour consolider et développer son dispositif « Transition positive » sur les 3 années 2016-2018. Il vise à mettre la jeunesse, c'est à dire les universités et écoles du territoire au cœur d'un dispositif multi-acteurs pour proposer des pistes d'actions concrètes et des solutions aux enjeux de la transition énergétique, de l'alimentation et de l'économie circulaire (zéro déchet).

Nantes Métropole a répondu favorablement à cette demande de partenariat pluriannuel en lui proposant une convention d'objectifs et de moyens relative à l'octroi d'une subvention de fonctionnement pluriannuelle sur 3 ans. Pour l'année 2016, le bureau métropolitain du 1^{er} juillet 2016 a attribué une subvention de fonctionnement d'un montant de 18 000 € ; et pour l'année 2017, le bureau du 10 mars 2017 a attribué une subvention de fonctionnement de 30 000 €.

Pour l'année 2018, le projet de l'association vise à étendre le programme Bellevue en Transition au Grand Bellevue avec 3 actions spécifiques accompagnées :

- "la petite ferme urbaine" (portée par Riche-Terre et Atlantique Habitations), visant à promouvoir les pratiques d'agronomie urbaine comme vecteur de réduction des déchets et d'auto-alimentation ;
- la mise en place du projet "Les petits recycleurs" (co-portée avec Audencia, Environnement Solidaire et Véolia), visant à lutter contre le gaspillage alimentaire par le biais d'ateliers de cuisine, la promotion du compostage ou encore par l'installation de poulaillers dans les écoles du quartier ;
- des projets d'application numérique pour les habitants comme le projet « grand défi » avec l'application "Homefriend"

Les partenaires du projet d'Open Odyssey sont multiples : associations, PME/start-up, grands groupes, médias, Grandes Ecoles, réseaux associatifs, collectivités.

Afin de poursuivre ce partenariat avec **Open Odyssey**, il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **30 000 €** conformément aux dispositions prévues dans la convention pluriannuelle de 3 ans signée le 20 juillet 2016, chaque tiers de la somme (10 000 €) étant abondé par les politiques environnement et déchets via la Direction des Déchets (Zéro Déchet), le pôle environnement et biodiversité (Projet alimentaire territorial) et le pôle développement durable climat (transition énergétique).

Dans le cadre de son programme de soutien à l'agriculture périurbaine, Nantes Métropole s'est engagée dans un protocole « pour le développement d'une agriculture métropolitaine » avec la Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique, à soutenir « certaines actions contribuant au maintien et au développement d'une agriculture soumise à des contraintes spécifiques (pression urbaine) ». Parmi ces actions, Nantes Métropole a retenu le principe d'un soutien à l'installation de sièges d'exploitation sur le territoire de l'agglomération. Ce soutien se traduit par une **aide financière à hauteur de 20 % des investissements**, et plafonnée à 10 000 € dans le cadre de la création d'un nouveau siège d'exploitation, et à 5 000 € pour une installation dans une structure existante. Une participation complémentaire est accordée pour les projets Bio (forfait de 4 000 €), et pour les investissements spécifiques à la vente directe (20 % plafonnés à 4 000 €). Le total des subventions possibles sur un même projet est également plafonné à hauteur de 14 000 €. Six projets ont été identifiés en vue d'une installation dans le courant de l'année 2018, et sont éligibles à une aide financière de Nantes Métropole.

L'application de ces principes permet de soutenir les projets de la façon suivante :

Exploitant	Commune	Production	Objet	Investissement prévisionnel éligible	Aide à l'installation	Aide vente directe	Aide Bio	Montant de l'aide NM (plafond 14 000€)
Laurent BIRLY	Carquefou	Maraîchage	Installation dans une exploitation existante	85 950 € HT	5 000€	Non	Non	5 000€
Pierre BIRLY	Carquefou	Maraîchage	Installation dans une exploitation existante	85 950 € HT	5 000€	Non	Non	5 000€
Anne KERMAGORET	Coueron	Maraîchage	Installation dans une nouvelle exploitation	65 155€ HT	6 780€	4 000€	4 000€	14 000€
Benoit CASSANY	Coueron	Maraîchage	Installation dans une nouvelle exploitation	72 524€ HT	10 000€	2 540€	4 000€	14 000€
Dylan ROBERT	Orvault	Bovin lait	Installation dans une exploitation existante	246 000€ HT	5 000€	Non	Non	5 000€
Thierry GUILLOT	Le Pellerin	Apiculture	Installation dans une nouvelle exploitation	15 266€ HT	3 053€	Non	4 000€	7 053€

Il est proposé d'aider ces initiatives par le versement de 6 subventions d'investissement, dont le montant total s'élève à 50 053 € (conventions en annexe 40 à 45).

AFFAIRES GENERALES

L'Amicale Sportive et culturelle des agents des collectivités de la Métropole Nantaise est une association ouverte à des membres adhérents actifs, agents en activité ou retraités (ainsi que leur conjoints et enfants) de Nantes Métropole, de la Ville de Nantes, des autres communes de l'agglomération, ainsi que des organismes partenaires,

Dans le cadre législatif de la loi du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires la ville de Nantes et Nantes Métropole apportent donc leur soutien aux activités d'intérêt général mises en œuvre par l'ASMN au bénéfice des agents de l'EPCI et des 24 communes membres dans le domaine du sport et de la culture (organisation de la pratique de l'éducation physique et des sports, animation de loisirs à caractère sportif). Sur cette base et conformément à la convention pluriannuelle 2016 – 2020, il est proposé d'accorder un montant global de **36 250 €** dont 18 750 € pour le fonctionnement de l'ASMN et 17 500 € pour la partie salariale de l'agent mis à disposition.

ARCHEOLOGIE

La société Nantaise de Préhistoire, hébergée dans les locaux du Muséum d'Histoire Naturelle, est une association développant un cycle de conférences, des sorties sur sites archéologiques de la Métropole et l'édition de feuillets relatant l'actualité de la recherche archéologique sur la préhistoire locale et nationale. En 2018, une collaboration est à l'étude avec le pôle Archéologie métropolitain, incluant recherches et valorisation, via notamment « le Chronographe », sur le partage de données archéologiques, l'occupation préhistorique du territoire ainsi que l'élaboration d'une carte des gisements archéologiques métropolitains. Cette association compte environ 80 adhérents. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **800 €**.

La **société Archéologique et Historique de Nantes et de Loire-Atlantique** est une association forte de 150 membres environ qui développe une activité d'édition par son bulletin annuel, organise des cycles de conférences très suivies par le public ainsi que des congrès et des visites de sites. Elle décerne deux prix annuels pour des travaux d'histoire générale et à de jeunes chercheurs pour des travaux de master ou de thèse. La SAHNLA est un acteur important de la recherche historique et archéologique du territoire nantais. Il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **1 200 €**.

SOLIDARITES METROPOLITAINES

En application de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (dite loi NOTRE) et de la délibération du conseil métropolitain du 16 décembre 2016, la gestion du dispositif Fonds de Solidarité Logement a été transférée par le Conseil Départemental à Nantes Métropole au 1^{er} janvier 2017.

Ce dispositif vise d'une part, à aider les personnes en difficulté d'accès ou de maintien dans leur logement, et d'autre part, comporte un volet financier en direction des associations qui développent des actions d'accompagnement au logement envers des ménages en difficulté (confrontés à des impayés de loyer par exemple), orientés par des acteurs sociaux. Ces associations développent des actions individuelles ou collectives au profit des ménages en logement autonome ou en sous-location.

En 2017, 871 ménages ont été accompagnés dans ou vers le logement. 438 logements ont été mobilisés en sous-location. 1 100 personnes, dont 850 jeunes, ont été accueillis au moins une fois pour une information / accompagnement dans le cadre de leur projet « logement ».

Ainsi, il est proposé d'attribuer, au titre de l'année 2018, une subvention de fonctionnement aux associations ci-après :

Association	Montant
Association Insertion Solidarité Logement AISL :	148 676 € (cf convention en annexe 46)
Habitat et Humanisme :	217 062 € (cf convention en annexe 47)
Le 102 Gambetta :	85 195 € (cf convention en annexe 48)
Les Restaurants du Coeur :	34 683 € (cf convention en annexe 49)
Une Famille un toit 44 :	33 517 € (cf convention en annexe 50)
Union Départementale des Associations Familiales de Loire-Atlantique UDAF :	286 671 € (cf convention en annexe 51)
Saint Benoit Labre :	222 607 € (cf convention en annexe 52)
Soliha :	3 003 € (cf convention en annexe 53)
Trajet :	88 748 €(cf convention en annexe 54)

EGALITE FEMMES-HOMMES

Nantes Métropole soutient l'initiative associative visant à lutter contre les violences faites aux femmes, et notamment celle de l'association **Solidarité FemmeS** Loire-Atlantique qui met tout en œuvre pour que les victimes sortent du cycle de la violence, de la peur et de la culpabilité. Cette structure a pour vocation de traiter ce problème social dans sa double dimension individuelle et collective, de prévenir les violences conjugales et familiales, de sensibiliser à cette problématique et de faire reconnaître les violences faites aux femmes comme un phénomène de société.

L'association pilote un dispositif qui vise à mettre en sécurité une femme victime de violences, dans un logement d'urgence, avec ses enfants. Afin de faciliter le lancement de ce nouveau dispositif, il est proposé de soutenir l'association par l'octroi d'une **subvention d'équipement** exceptionnelle et unique à hauteur de **3 000 €** conformément à la convention en annexe 55. Pour le **fonctionnement général** de l'association, il est également proposé l'octroi d'une subvention de fonctionnement de **18 000 €**.

PREVENTION DE LA DELINQUANCE

Au titre de sa compétence en matière de prévention de la délinquance, Nantes Métropole finance plusieurs associations qui interviennent sur le champ de l'accompagnement des personnes incarcérées et de leur famille, de la lutte contre la récidive et de l'aide aux victimes.

Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD) tient des permanences juridiques assurées par un avocat du barreau de Nantes en partenariat avec les Restos du cœur. Ces permanences sont organisées depuis 3 ans à Nantes et Saint-Herblain dans les lieux d'accueil de l'association :

- accueil de jour de femmes des Restos du cœur (Nantes - Breil)
- Point relais des Restos du cœur (Saint-Herblain)

Un bénévole des Restos du cœur est également présent pour assurer ensuite un accompagnement des publics dans les démarches à réaliser. Il est proposé d'allouer une subvention d'un montant de **4 000 €**.

Le courrier de Bovet est une association nationale axée sur le développement des relations épistolaires avec les personnes incarcérées. Afin de financer une formation de communication non-violente destinée aux bénévoles de l'association, il est proposé d'allouer une subvention d'un montant de **500 €**.

POLITIQUE DE LA VILLE

Comme chaque année, un **appel à projet "politique de la ville"** a été lancé par la Préfecture pour soutenir des projets spécifiques dans les 15 quartiers prioritaires de l'agglomération. Cet appel à projet a vocation à mobiliser les co-financements de tous les partenaires sur les thèmes couverts par le contrat de ville : habitat et cadre de vie, accès aux droits et qualité de service, tranquillité publique, culture, emploi, formation et développement économique.

Les subventions ci-après entrent dans ce cadre, et sont donc abondées par des financements complémentaires de nos partenaires institutionnels. Elles concernent les partenaires suivants :

- la **Ville de Rezé** prévoit de mettre en œuvre une action de formation destinée à lutter contre les discriminations et à gérer des situations d'agressivité. Il s'agira ainsi de former des professionnels afin de les aider à faire face à des propos discriminants de la part des habitants ou encore à des faits d'incivilités et de violences. Pour soutenir cette démarche participant à la lutte contre les discriminations, il est proposé d'allouer une subvention d'un montant de **1 350 €**.

- **Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD)** coordonne sur le territoire des actions pérennes et des événements ponctuels favorisant l'information juridique de premier niveau auprès des publics les plus éloignés des dispositifs existants. L'organisation de 2 points d'accès au Droit, au sein des quartiers prioritaires de Nantes Nord et de la Halvèque, a fait font l'objet d'une demande de financement auprès de Nantes Métropole. Par les permanences juridiques qui y sont tenues, les habitants ont accès à une information juridique gratuite sur leurs droits dans une situation donnée. Ils peuvent ensuite être orientés vers un avocat pour un suivi juridique en mobilisant si nécessaire l'aide juridictionnelle. Il est proposé d'allouer une subvention de **2 500 €** afin de contribuer au financement de ces permanences, financées principalement par le Ministère de la Justice.

- L'association **Nouvelles Voies Pays de la Loire** intervient dans plusieurs quartiers prioritaires de la politique de la ville pour proposer des permanences d'information juridique, et d'accompagnement pour réaliser les démarches administratives, dans un rôle d'écrivain public. Cette association a structuré un réseau d'avocats bénévoles, qui peuvent donner une information juridique sur tous les domaines sollicités (droit des étrangers, logement, famille, consommation, ...). La subvention sollicitée vise à financer des actions d'accompagnement administratif et juridique. L'objectif est de lutter contre les exclusions, les inégalités sociales et la précarité du fait de la méconnaissance des droits et des difficultés à les faire valoir. Il est proposé d'allouer une subvention d'un montant de **4 000 €**.

Par ailleurs en 2018, l'association développe une action spécifique d'accompagnement en faveur du recours aux droits de santé dans le cadre d'un partenariat avec la CPAM en lien avec le volet santé du contrat de ville. Il est proposé d'allouer une subvention de **1 500 €** pour cette action.

- L'association **APIB (Agir Pour l'Intégration Bancaire)**, créée en 2006, a vocation à accompagner les publics, vulnérables financièrement, pour les rendre plus autonomes dans leur relation avec leur banquier. Cet accompagnement passe notamment par un apport de compétences sur les outils bancaires (alphabétisation bancaire). La subvention sollicitée vise à soutenir l'action intitulée « Passeur dans l'intégration bancaire » pour offrir un accompagnement individuel et collectif aux personnes en difficulté afin d'éviter un basculement vers l'exclusion bancaire et sociale. Il est proposé d'allouer une subvention d'un montant de **3 000 €**.

- L'association **Arlène** œuvre pour l'insertion des femmes allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) ou ayant des revenus sociaux modestes. Le projet « Territoire cousu main » est une action de dynamisation sur le quartier de Bellevue autour d'activités créatives de couture et de broderie sur l'espace public afin de renforcer l'appropriation de celui-ci par les habitants, particulièrement des femmes et d'envisager de nouveaux usages en créant des échanges entre les habitants et les professionnels de la ville. L'action favorise une meilleure connaissance et compréhension du quartier tout en donnant envie aux femmes d'investir l'espace public. Il est proposé de soutenir cette action par une subvention d'un montant de **5 000 €**.

- **La Luna** est un collectif d'artistes qui a pour but de faire exister la création artistique au cœur de la vie quotidienne. L'action « L'habiter ici, l'habiter ensemble » a pour objectif d'animer les lieux collectifs par des actions artistiques et une participation active des habitants sur le quartier des Dervallières. Plusieurs axes sont développés : rencontrer et faire participer les habitants, créer des liens de voisinage et fabriquer de nouveaux usages dans les espaces communs. Il est proposé de soutenir cette action par une subvention d'un montant de **5 000 €**.

- **Le Dernier Spectateur** est une association des arts du spectacle vivant, utilisant la recherche, la création et les enseignements artistiques. Son projet « Polis Séquences » propose de faire participer les habitants à l'écrit et à l'oral au regard des projets du quartier des Dervallières. La valorisation de leur expertise permettra la création de plans guides et de fiches actions pour des études paysagères et urbaines. Il est proposé de soutenir cette association par une subvention d'un montant de **1 000 €**.

- **UNACOD, l'Union NAntaise du Commerce de Détail**, avec son projet « Mendès France en fête » a pour but de relancer l'attractivité commerciale et apporter une sécurisation dans la fréquentation de cette place du quartier de Bellevue. A partir du mois de mai 2018, seront organisés des temps conviviaux et des animations autour de la santé et de l'emploi afin de revaloriser la place et ses commerces. Il est proposé de soutenir cette action par une subvention d'un montant de **2 000 €**.

- L'association **Vous êtes ici** a pour but de développer l'éducation à l'environnement urbain et la sensibilisation à l'architecture, à la ville et aux territoires auprès de différents publics et dans les cadres les plus divers de l'enseignement, des loisirs et de la vie quotidienne. Elle s'inscrit dans une démarche d'éducation populaire liée aux enjeux culturels, sociaux et environnementaux dans une perspective de développement durable. Elle a pour objectif de favoriser un comportement de citoyen/citoyen, par la mise en valeur des patrimoines, le développement de la médiation culturelle et l'éducation à l'environnement et au développement durable.

Son action « Portraits d'habitants /les petites maisons du Grand Bellevue » vise à mettre en avant la diversité des formes d'habitat parallèlement à la diversité des habitants qui composent la ville en allant à leur rencontre et en réalisant des portraits.

Il est proposé de soutenir cette action par une subvention d'un montant de **1 000 €**.

- **Le Collectif Plaisance** accompagne les initiatives créatives et les projets des jeunes. Son action « Plaisance : un quartier animé des habitants impliqués », vise à tisser des liens de confiance et de respect nécessaire au travail de prévention inscrit dans la démarche de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité du quartier, sur son volet cohésion sociale. Il s'agit de proposer de nouveaux rendez-vous destinés à recueillir la parole des habitants et à faire le lien avec les institutions, donner ou redonner aux habitants leur place dans la vie de la cité en les impliquant dans des actions à destination de l'ensemble du quartier : temps festifs, installations pérennes d'animation pour l'été... Une exposition visant à valoriser le quartier, et notamment les services qui y interviennent sera réalisée. Il est proposé de soutenir cette action par une subvention d'un montant de **2 000 €**.

- **La Fédération des amis de l'Erdre** œuvre pour la protection et la valorisation de l'Erdre et ses affluents. Le projet retenu a pour vocation la création d'un « club nature au Port Boyer » qui proposera aux plus jeunes (7 à 10 ans) une animation sur le quartier dans le but d'observer la nature environnante. Les objectifs sont de leur donner envie de s'impliquer dans la vie sociale et culturelle du quartier, de les sensibiliser à leur environnement, de créer du lien social et culturel, d'éveiller leur curiosité et de les rendre acteurs pour les accompagner dans la création de démarches et d'initiatives citoyennes au bénéfice de leur quartier. Il est proposé de soutenir cette action par une subvention d'un montant de **2 000 €**.

- **L'association Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV)**, regroupant des usagers et des consommateurs de biens et services, agit sur le champ du cadre de vie. Son projet « Urbanisme et cohésion sociale pour mieux vivre ensemble » prévoit de mettre en œuvre des temps forts pour sensibiliser les habitants aux notions de développement durable et à une consommation responsable afin d'améliorer l'image du quartier et favoriser la mixité sociale. L'amélioration du cadre de vie est traitée notamment via la sensibilisation au tri des déchets et à sa réduction. Il est proposé de soutenir cette action par une subvention d'un montant de **4 000 €**.

- La ligue de l'Enseignement réunit des hommes et des femmes qui agissent au quotidien, pour faire vivre la citoyenneté et la solidarité, en favorisant l'accès à toutes et tous à l'éducation, la culture les loisirs et le sport. La ligue de l'enseignement – **FAL44** est une fédération départementale d'associations d'éducation populaire, mouvement complémentaire de l'école publique et une entreprise de l'ESS. Elle inclut les fédérations sportives et éducatives UFOLEP et USEP.

Le groupe inter-associatif a vocation à organiser la mobilisation des actions dans le cadre du contrat de ville métropolitain. Il voit sa composition modifiée et augmentée en 2018 ce qui nécessite d'en revoir les modalités de coordination pendant cette phase de transition. Ce groupe inter-associatif a ainsi pointé la nécessité de s'appuyer sur des associations historiques du contrat de ville. La Ligue de l'Enseignement FAL 44, associée à PaQ' La Lune, s'est proposée pour assurer, sur une durée d'un an, la coordination du collectif. Il est proposé de soutenir cette action par une subvention d'un montant de **3 200 €**.

- **L'association Les Gens de la Lune** réunit une trentaine d'associations culturelles. Elle propose plusieurs activités dont un espace échanges/ressources d'information, un pôle d'accompagnement (fonction employeur dans le spectacle vivant, aide au montage de projets culturels...) et un pôle projets collectifs (interventions en milieu scolaire, actions culturelles de proximité...). L'association assure l'animation et le pilotage du groupe culture du contrat de ville, groupe qui vise à capitaliser les expériences des acteurs culturels présents sur le territoire métropolitain, à expérimenter des actions multi-acteurs à l'échelle du territoire et à inscrire les acteurs culturels dans le contrat de ville métropolitain. Dans ce cadre, des séminaires de partage d'expériences autour de thème spécifiques seront notamment organisés à l'échelle des quartiers politique de la ville. Il est proposé de soutenir cette action par une subvention d'un montant de **5 000 €**.

EVENEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS

Dans le cadre des manifestations et des événements sportifs contribuant à l'attractivité Métropolitaine, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

- **2 500 € au club des Archers de Saint-Herblain**, pour le Championnat de France de tir à l'arc handisport, qui a été organisé du 16 au 18 mars 2018, au complexe sportif du Vigneau à Saint-Herblain ;

- **1 500 € au Carquefou Athlétique Club**, pour le meeting national d'athlétisme programmé le 16 juin 2018 au stade du Moulin Boisseau à Carquefou ;

- **127 000 € au Comité d'Organisation de l'EHF Euro 2018 de handball dénommé « FRANCE HANDBALL »**, pour l'accueil de matchs dans le cadre du Championnat d'Europe de handball féminin. Cette compétition (16 équipes, 47 matchs) se déroulera du 29 novembre au 16 décembre 2018 dans 5 villes : Brest, Montbéliard, Nancy, Paris et Nantes. La Halle XXL de Nantes métropole accueillera 15 matchs du tour préliminaire et du tour principal, du 30 novembre au 12 décembre 2018. La phase finale se déroulera à Paris du 14 au 16 décembre 2018. Une convention de partenariat entre le Comité d'organisation « France Handball », la Ligue régionale de handball, le Conseil Régional des Pays de la Loire, le Conseil Départemental de Loire-Atlantique et Nantes Métropole est proposée (cf. convention en annexe 56)

GRANDS PROJETS METROPOLITAINS

L'association **PING** poursuit depuis de nombreuses années des activités de recherche-action dans le champ des pratiques numériques. Entre recherche, expérimentation et transmission, l'association invite au décryptage des enjeux inhérents à la culture numérique et à la réappropriation des technologies. PING est à la fois espace de ressources, d'expérimentation et atelier de fabrication numérique (FabLab).

L'action de l'association s'inscrit dans la stratégie de la smart city à la nantaise qui promeut la ville des intelligences mises en réseaux où l'innovation est partout, pour tous et par tous et, dans ce cadre, entend accompagner l'appropriation du numérique par tous en soutenant la médiation numérique.

Ainsi, il est proposé de soutenir l'Association PING de 2018 à 2019 à hauteur de **47 500 €** par an (cf convention 2018-2019 en annexe 57).

Au fil des années, et en cohérence avec l'objectif qui lui a été assigné par ses membres fondateurs, **I'ISEMAR** s'est affirmé depuis 20 ans comme un centre indépendant de recherche sur les industries maritimes et portuaires.

Nantes Métropole, membre de l'ISEMAR dès 2001, est particulièrement attachée au maintien et au développement de l'activité portuaire et des activités économiques induites qui participent fortement au rayonnement de la métropole Nantes Saint-Nazaire à l'échelle interrégionale et européenne.

Nantes Métropole contribue au fonctionnement général de l'association dont les actions en 2018 s'inscriront dans la continuité de celles de 2017 :

- Expertise sur les projets de développement maritime et portuaire - réformes, Grand port Maritime, autoroutes de la mer, construction et réparation navale, questions environnementales liées à la mer...
- Etude sur le modèle de développement économique et organisationnel du Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire, contribution au développement des filières portuaires
- Travail sur la problématique portuaire des sites nantais
- Conseil des acteurs locaux dans la mise en oeuvre des politiques portuaire et maritime

Il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement à cette association d'un montant de **27 522 €** au titre de l'année 2018 (cf convention en annexe 58)

BUDGET ANNEXE DECHETS

Nantes Métropole est lauréate de l'appel à projet national Territoire « zéro déchet, zéro gaspillage » du Ministère de l'Écologie. Cette reconnaissance du territoire est une incitation à poursuivre et déployer les actions engagées et à en expérimenter de nouvelles pour aller plus loin, dans le cadre du Plan déchets 2014-2020, afin de répondre aux objectifs nationaux de réduction (-10% des déchets ménagers et assimilés du territoire à 2020) et de valorisation des déchets.

En lien avec la transition énergétique et l'économie circulaire, les 4 projets proposés participent aux objectifs d'un territoire allant vers le « zéro déchet, zéro gaspillage ».

Depuis 2008, l'**association COMPOSTRI** a pour objet la promotion du compostage et du broyage de proximité auprès des habitants, administrations, écoles.

En 2018, l'association souhaite poursuivre des expérimentations de sensibilisation à la réduction des déchets verts et de broyage de végétaux, pour les habitants, dans les quartiers et en lien avec les communes.

Il est donc proposé de soutenir cette action et d'attribuer à COMPOSTRI une subvention de fonctionnement d'un montant de **15 600 €**, pour les actions de sensibilisation des habitants à la réduction des déchets verts, et de broyage de végétaux pour l'année 2018 (cf. convention en annexe 59).

L'**association L'ATELIER DU RETZ EMPLOI** a pour objet la collecte des objets en vue d'un réemploi dans ses boutiques solidaires (ressourceries). En 2018, l'association souhaite poursuivre le développement des collectes d'objets notamment, sur la déchetterie de Saint-Sébastien-sur-Loire, l'animation de la ressourcerie au Comptoir du Solilab à Nantes et l'organisation d'animations et d'ateliers pour sensibiliser les habitants aux thématiques de la consommation et de la réduction des encombrants.

Il est donc proposé de soutenir cette action et d'attribuer à L'ATELIER DU RETZ EMPLOI, pour l'année 2018, une subvention de fonctionnement d'un montant de **29 106 €** pour ses activités de collectes d'objets sur la déchetterie de Saint-Sébastien-sur-Loire, en alternance avec La Ressourcerie de l'Île, pour l'animation de ressourceries dans les quartiers (Comptoir du Solilab, mobile), et l'organisation d'animations et d'ateliers pour sensibiliser les habitants aux thématiques de la consommation et de la réduction des objets et encombrants (cf. convention en annexe 60).

Chantier d'insertion depuis 1998, **l'association L'HOMME DEBOUT** développe des activités de collecte des objets et encombrants sur les déchetteries et dans les quartiers, notamment en lien avec les locaux de pré-tri portés par le bailleur social Nantes Métropole Habitat et par Nantes Métropole. Les objets récupérés sont ensuite réparés et distribués aux familles en difficulté de la métropole, en lien avec les services sociaux.

Pour 2018, l'association souhaite poursuivre ses activités sur deux déchetteries, Nantes et Saint-Herblain, et dans les quartiers d'habitat social.

Il est donc proposé de soutenir cette action et d'attribuer à L'HOMME DEBOUT une subvention de fonctionnement d'un montant de **17 500 €** (cf. convention en annexe 61).

Depuis 2004, **l'association La RESSOURCERIE DE L'ÎLE** a pour objet la promotion du réemploi et de la réutilisation des objets destinés initialement à être jetés.

En 2018, l'association souhaite poursuivre ses actions à savoir la présence des agents valoristes sur 6 déchetteries de Nantes Métropole, l'animation de la ressourcerie située à Rezé, l'organisation d'ateliers créatifs à partir de déchets et matières, et d'actions de sensibilisation à la réduction des objets et encombrants pour tout public.

Le projet de l'association s'inscrit dans une dynamique de développement du territoire et répond à la fois à des enjeux environnementaux, de service à la population et d'insertion professionnelle.

Sur ce dernier volet, l'association poursuit son objectif de professionnalisation de ses salariés. Ainsi en 2018, les salarié-es vont être spécialisés-es dans un domaine de compétences plus ciblé (collecte, apports volontaires, vente) et tout au long de l'année, suite à la mesure gouvernementale de restriction des contrats aidés, l'association va s'attacher à pérenniser les postes .

Dans un objectif de meilleure adaptation aux besoins du public, l'association ouvre également plus largement sa boutique en 2018.

Le projet participe ainsi pleinement au plan d'actions déchets et s'inscrit notamment dans le cadre de l'action visant à « *Favoriser le détournement des objets en vue de leurs réparation, réemploi, réutilisation, échanges* ». L'action de l'association contribue également aux objectifs de la collectivité visant une réduction de 10% des déchets ménagers et assimilés d'ici à 2020, à la transition énergétique et à l'économie circulaire.

Il est donc proposé de soutenir cette action et d'attribuer, pour l'année 2018, à LA RESSOURCERIE DE L'ÎLE une subvention de fonctionnement d'un montant de **152 000 €** et une subvention d'investissement de **30 000 €** pour ses besoins en achat de matériel (rolls, caisses) et véhicule, pour les activités de collecte des objets en déchetteries et dans les quartiers (cf. convention en annexe 62).

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

Pour la subvention attribuée à La Maison de l'Europe : M. Fabrice ROUSSEL et M. André SOBCZAK ne prennent pas part au vote,

Pour la subvention attribuée au Centre Culturel Européen : M. André SOBCZAK ne prend pas part au vote,

Pour la subvention attribuée au FONDES : Mme Mahel COPPEY et M. Dominique DUCLOS ne prennent pas part au vote,

Pour la subvention attribuée à BGE Atlantique Vendée : M. Dominique DUCLOS ne prend pas part au vote,

Pour la subvention attribuée au Centre de Communication de l'Ouest : M. Pascal BOLO et M. Gérard ALLARD ne prennent pas part au vote,

Pour la subvention attribuée à l'Association Insertion Solidarité Logement : Mme Pascale CHIRON ne prend pas part au vote,

1. Approuve les attributions de subventions proposées dans l'exposé.
2. Approuve les conventions et les avenants correspondants ci-joints.
 - Maison de l'Europe, Centre Culturel Européen : 1 convention
 - ADN Ouest : 1 avenant
 - Ouest Médialab : 1 avenant
 - Le Pont Supérieur : 1 convention
 - Ecole Centrale Nantes : 4 conventions
 - INRIA : 1 convention
 - INSERM : 1 convention
 - Le pôle Mer Bretagne : 1 convention
 - ONIRIS : 1 convention
 - Société Française de Chirurgie Rachidienne : 1 convention
 - Association Européenne des Technologies de l'Embryon : 1 convention
 - Université de Nantes : 1 convention
 - ATAO : 1 convention
 - Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification : 1 convention
 - Ateliers des 2 rives : 1 convention
 - Chantier Ecole Pays de la Loire : 1 convention
 - ASSPRO : 1 convention
 - Déclic Mobilité : 1 convention
 - STAFF : 1 convention
 - UFCV : 1 convention
 - Espaces Formation : 1 convention
 - La Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région des Pays de la Loire : 1 convention
 - NAPCE : 1 convention
 - BGE Atlantique Vendée : 1 convention
 - Ouvre-Boites 44 : 1 convention
 - FONDES : 1 convention
 - ADIE : 1 convention
 - CCI Nantes – Saint-Nazaire : 1 avenant
 - Centre de Communication de l'Ouest : 1 avenant, 1 convention
 - SOFILM SUMMERCAMP : 1 convention
 - Motions Designers français : 1 convention
 - Fondation pour la Nature et l'Homme : 1 convention
 - Echo Habitants : 1 convention
 - Fédération de la Libre Pensée de Loire-Atlantique : 1 convention
 - Ecopôle : 1 convention
 - Laurent BIRLY : 1 convention
 - Pierre BIRLY : 1 convention
 - Anne KERMAGORET : 1 convention
 - Benoit CASSANY : 1 convention
 - Dylan ROBERT : 1 convention
 - Thierry GUILLOT : 1 convention
 - Association Insertion Solidarité Logement : 1 convention
 - Habitat et Humanisme : 1 convention
 - Le 102 Gambetta : 1 convention
 - Les Restaurants du Coeur : 1 convention
 - Une Famille un toit 44 : 1 convention
 - UDAF : 1 convention
 - Saint Benoit Labre : 1 convention
 - Soliha : 1 convention
 - Trajet : 1 convention
 - Solidarité FemmeS : 1 convention
 - Comité d'organisation de l'EHF Euro 2018 de handball : 1 convention
 - PING : 1 convention
 - ISEMAR : 1 convention
 - COMPOSTRI : 1 convention
 - L'Atelier du Retz Emploi : 1 convention
 - L'Homme Debout : 1 convention
 - La Ressourcerie de l'Ile : 1 convention

3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer les avenants et les conventions.

Direction contrôle de gestion

25 – SCIC D’HLM GAMBETTA – REAMENAGEMENT D’UNE PARTIE DE L’ENCOURS DE DETTE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIE DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La SCIC d’HLM Gambetta sollicite l’intervention de Nantes Métropole pour réitérer la garantie d’emprunt de deux prêts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

En effet, Gambetta a souhaité, dans le contexte économique actuel, entreprendre un réaménagement de sa dette auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue de réduire le coût du service de la dette en profitant des baisses de marge sur des prêts indexés au taux du livret A.

Ce réaménagement concerne 7 prêts dont 2 garantis par Nantes Métropole à hauteur de 100 %.

L’avenant n°66 971 portera sur les prêts suivants :

	Prêt 1092034	Prêt 1157837
Taux d’intérêt avant réaménagement	LA + 1 %	LA + 1,16 %
Taux d’intérêt après réaménagement	LA + 0,9 %	LA + 0,9 %

Le détail des lignes de prêt réaménagées et leurs nouvelles caractéristiques financières vous sont présentés en annexe 1.

Conformément à l’article R 431-59 du Code de la Construction et de l’Habitation, un avenant unique aux conventions de garantie d’emprunt est proposé pour les 2 prêts objet du présent réaménagement. L’avenant aux conventions entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s’exerce la garantie. Cet avenant indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d’avances recouvrables. Cet avenant fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l’article L 5111-4 et les articles L5215-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l’article 2298 du Code Civil ;

Vu l’avenant de réaménagement référencé ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signé entre la SCIC d’HLM Gambetta l’emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations le prêteur.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1. Réitère sa garantie pour le remboursement de prêt réaménagé, initialement contracté par la SCIC d'HLM Gambetta auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 ci-dessous et référencées à l'annexe 1 de la présente délibération et à l'annexe des avenants de réaménagement « caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagé », consultables à la direction contrôle de gestion.

La garantie est accordée pour chaque prêt réaménagé, à hauteur de la quotité indiquée dans les annexes précitées, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

2. Informe que les nouvelles caractéristiques financières des prêts réaménagés sont indiquées pour chacun d'eux, à l'annexe 1 de la présente délibération, consultable à la direction contrôle de gestion, faisant partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les prêts réaménagés à taux révisables indexés sur le taux Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdits prêts réaménagés sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne de prêt réaménagée référencée à l'annexe à compter de la date d'effet de chaque avenant au contrat de prêt constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 28/02/2018 est de 0,75 %.

3. S'engage à ce que les garanties soient accordées jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par Gambetta, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

4. S'engage à se substituer à Gambetta pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

5. S'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

6. Approuve l'avenant unique aux conventions de contre garantie à conclure avec la SCIC d'HLM Gambetta consultable à la direction contrôle de gestion.

7. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer l'avenant unique aux conventions de contre garantie.

Direction contrôle de gestion

26 – SA D'HLM SAMO – OPERATION D'ACQUISITION EN VEFA DE 14 LOGEMENTS EN ACCESSION ABORDABLE – EMPRUNT AUPRÈS DU CREDIT FONCIER – GARANTIE DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM SAMO sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant la garantie d'un emprunt relative au financement du programme d'acquisition en VEFA de 14 logements en accession abordable, opération dénommée « Résidence Les Cydonias » située rue de la Pyramide à Saint-Sébastien-sur-Loire

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PSLA	Crédit Foncier	1 438 000 €	0044923	100%

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières de l'emprunt garanti vous sont présentés en annexe 1.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat de prêt référencé ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signé entre la SA d'HLM SAMO l'emprunteur et le Crédit Foncier le prêteur.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

Mme Pascale CHIRON ne prend pas part au vote

1. Acquisition en VEFA de 14 logements en accession abordable, opération dénommée « Résidence Les Cydonias » située rue de la Pyramide à Saint-Sébastien-sur-Loire

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement d'un prêt contracté auprès du Crédit Foncier, relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 14 logements en accession abordable, opération dénommée « Résidence Les Cydonias » située rue de la Pyramide à Saint-Sébastien-sur-Loire, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement l'organisme bancaire concerné et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le prêteur puisse prononcer la résolution du contrat de prêt.

3. S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale du prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

4. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.

5. Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM SAMO consultable à la direction contrôle de gestion.

6. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction contrôle de gestion

27 – SA D’HLM VILOGIA – FINANCEMENT DE L’OPERATION DE TRANSFERT DE PATRIMOINE DE NANTES METROPOLE HABITAT VERS VILOGIA – IMMEUBLES CHAMPLAIN ET GRANDE NOUE SUD, PARC SOCIAL DE 342 LOGEMENTS SITUES QUARTIERS NORD ET BOTTIERE À NANTES - EMPRUNT AUPRES DU CREDIT FONCIER DE FRANCE – MODIFICATION DE LA GARANTIE DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

Le Bureau Métropolitain a approuvé, en date du 25 novembre 2016, la garantie de deux emprunts que la SA d'HLM Vilogia a contractés auprès du Crédit Foncier de France, dédiés à l'opération de transfert de patrimoine de Nantes Métropole Habitat, concernant les immeubles Champlain et Grande Noue Sud, parc social de 342 logements situés dans les quartiers Nord et Bottière de Nantes.

Les caractéristiques du prêt alors garanti sont les suivantes :

	Prêt immeubles Grande Noue Sud	Prêt immeubles Champlain
Type de prêt	Prêt libre taux fixe barème	
Montant	6 401 058 €	5 427 235 €
Durée du prêt	32 ans	
Point de départ du prêt	Déblocage des fonds 14 novembre 2016	
Date de 1ère échéance	Novembre 2017	
Date de dernière échéance du prêt	Novembre 2048	
Amortissement du capital	progressif	
Périodicité des échéances	Annuelle ou trimestrielle	
Base de calcul des intérêts	30/360	
Taux fixe	1,92 %	
Indemnité de remboursement anticipé	Indemnité actuarielle avec un minimum de 6 mois d'intérêts et perception de frais de gestion correspondant à 1 % du capital restant dû avant remboursement (minimum 800 € et maximum 3 000 €)	

Or, il convient de corriger l'erreur matérielle figurant dans la notification d'accord établie par l'organisme bancaire, portant sur le montant emprunté du prêt n°0043764 dédié à l'opération Champlain.

Le montant contracté est de 5 457 235 €, au lieu de 5 427 235 €.

Les autres conditions restent inchangées.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances. Un avenant à la convention est annexé.

Vu les articles L5111-4 et L5215-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
 Vu l'article 2298 du Code Civil ;
 Vu les contrats de prêt du Crédit Foncier de France, dont les caractéristiques financières figurent ci-avant.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1. Décide de réitérer sa garantie à hauteur de 100%, octroyée à la Société Anonyme d'HLM Vilogia, pour le remboursement de toutes les sommes dues au titre de l'emprunt de 6 401 058 € et de l'emprunt de 5 457 235 € à contracter auprès du Crédit Foncier de France, selon les caractéristiques financières présentées ci-après.

	Prêt immeubles Grande Noue Sud	Prêt immeubles Champlain
Type de prêt	Prêt libre taux fixe barème	
Montant	6 401 058 €	5 457 235 €
Durée du prêt	32 ans	
Point de départ du prêt	Déblocage des fonds 14 novembre 2016	
Date de 1ère échéance	Novembre 2017	
Date de dernière échéance du prêt	Novembre 2048	
Amortissement du capital	progressif	
Périodicité des échéances	Annuelle ou trimestrielle	
Base de calcul des intérêts	30/360	
Taux fixe	1,92 %	
Indemnité de remboursement anticipé	Indemnité actuarielle avec un minimum de 6 mois d'intérêts et perception de frais de gestion correspondant à 1 % du capital restant dû avant remboursement (minimum 800 € et maximum 3 000 €)	

Le prêt de 6 401 058 € est destiné à financer le transfert de patrimoine portant sur les immeubles Champlain vendus Nantes Métropole Habitat.

Le prêt de 5 457 235 € est destiné à financer le transfert de patrimoine portant sur les immeubles Grande Noue Sud vendus Nantes Métropole Habitat.

Ces immeubles sont situés dans les quartiers Nord et Bottière de Nantes.

2. Renonce au bénéfice de discussion et prend l'engagement de payer, à première demande du Crédit Foncier de France, toute somme due au titre de ces prêts en principal à hauteur de 6 401 058 € pour le premier prêt et de 5 457 235 € pour le second prêt, augmentée des intérêts, intérêts de retard et tous autres frais et accessoires qui n'auraient pas été acquittés par la SA d'HLM Vilogia à leur date d'exigibilité, et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
3. Approuve l'avenant à la convention de contre garantie à conclure avec la SA d'HLM Vilogia consultable à la direction contrôle de gestion.
4. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'avenant à la convention de contre garantie et le contrat de prêt n°0043764.

28 – SA D'HLM LOGIOUEST – OPERATION D'ACQUISITION EN VEFA DE 18 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - LE CAPITOL A NANTES – EMPRUNTS AUPRES D'ORGANISMES BANCAIRES – GARANTIE DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM Logiouest sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant la garantie d'emprunts relative au financement du programme d'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Le Capitol » située place Georges Washington et 74 boulevard des Américains à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	575 294 €	69980	100%
PLS	Crédit Coopératif	162 542 €	17135440	
PLT		136 167 €	17135450	

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la SA d'HLM Logiouest l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Crédit Coopératif, les prêteurs.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1. Acquisition en VEFA de 18 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Le Capitol » située place Georges Washington et 74 boulevard des Américains à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Logiouest pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°69980 et de deux prêts contractés auprès du Crédit Coopératif sous les contrats n°17135440 et 17135450, relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Le Capitol » située place Georges Washington et 74 boulevard des Américains à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.
3. S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
4. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
5. Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la SA d'HLM Logiouest consultable à la direction contrôle de gestion.
6. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction contrôle de gestion

29 – SA D'HLM ATLANTIQUE HABITATIONS – OPERATIONS DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRES D'ORGANISMES BANCAIRES – GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM Atlantique Habitations sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties d'emprunts relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme N°1 : Réhabilitation de 36 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Montlivert » située 8-10-12 rue du Petit Breton à Carquefou

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat/ convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
PAM Eco prêt	Caisse des Dépôts et Consignations	456 000 €	72470	100%
PAM		488 261 €		
PAM amiante		124 127 €		
	Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	118 800 €	101790	

Programme N°2 : Réhabilitation de 2 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Le Hameau de la Roseraie de la Garde » située 35 et 37 rue de la Roseraie de la Garde à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PAM	Caisse des Dépôts et Consignations	14 000 €	71675	100%
PAM Eco prêt		25 000 €		

Programme N°3 : Construction de 8 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Saint Ile» située 18 rue Gaëtan Rondeau à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	190 680 €	73782	100%
PLUS Foncier		131 071 €		
PLAI		238 347 €		
PLAI Foncier		76 667 €		

Programme N°4 : Construction de 17 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Vergers du Launay » située route de Carquefou à Nantes

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	833 000 €	71935	100%
PLUS Foncier		199 274 €		
PLAI		345 000 €		
PLAI Foncier		78 033 €		

Programme N°5 : Réhabilitation de 14 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Ruisseau des Ondains » située 1 au 10 impasse des Ondains à Saint-Jean-de-Boiseau

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PAM Eco prêt	Caisse des Dépôts et Consignations	171 500 €	74280	100%
PAM		380 899 €		

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats et la convention de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la SA d'HLM Atlantique Habitations l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique, les prêteurs.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

M. Pascal PRAS ne prend pas part au vote

1. Sur le programme n°1 : Réhabilitation de 36 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Montlivert » située 8-10-12 rue du Petit Breton à Carquefou

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement de trois lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°72470 et d'un prêt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101790, relatifs à l'opération de réhabilitation de 36 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Montlivert » située 8-10-12 rue du Petit Breton à Carquefou, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat et de la convention de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Sur le programme n°2 : Réhabilitation de 2 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Le Hameau de la Roseraie de la Garde » située 35 et 37 rue de la Roseraie de la Garde à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement de deux lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°71675, relatives à l'opération de réhabilitation de 2 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Le Hameau de la Roseraie de la Garde » située 35 et 37 rue de la Roseraie de la Garde à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. Sur le programme n°3 : Construction de 8 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Saint Ile » située 18 rue Gaëtan Rondeau à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°73782, relatives à l'opération de construction de 8 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Saint Ile » située 18 rue Gaëtan Rondeau à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

4. Sur le programme n°4 : Construction de 17 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Vergers du Launay » située route de Carquefou à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°71935, relatives à l'opération de construction de 17 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Vergers du Launay » située route de Carquefou à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

5. Sur le programme n°5 : Réhabilitation de 14 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Ruisseau des Ondains » située 1 au 10 impasse des Ondains à Saint-Jean-de-Boiseau

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement de deux lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°74280, relatives à l'opération de réhabilitation de 14 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Ruisseau des Ondains » située 1 au 10 impasse des Ondains à Saint-Jean-de-Boiseau, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

6. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.
7. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
8. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
9. Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la SA d'HLM Atlantique Habitations consultable à la direction contrôle de gestion.
10. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction contrôle de gestion

30 – SA D'HLM HARMONIE HABITAT – OPERATION DE REHABILITATION DE 31 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – LES MAHAUDIÈRES A REZE – AVENANT AU CONTRAT DE PRET DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – MODIFICATION DE LA GARANTIE DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

Par délibération du Bureau métropolitain du 31 mai 2013, Nantes Métropole a octroyé à la Société Anonyme d'HLM Harmonie Habitat la garantie d'une ligne de prêt PAM Eco-prêt n°5000895 d'un montant de 332 403 € sous le contrat n°4512, pour le financement du programme d'opération de réhabilitation de 31 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Mahaudières » située 1-12 impasse Georges Sadoul et 1-3 place Marcel Pagnol à Rezé.

Les seuils thermiques de l'opération ne correspondant pas à ceux demandés pour bénéficier de l'éco prêt, la ligne de prêt n°5000895 est donc réaménagée en PAM classique, entraînant un changement de taux d'intérêt qui passe de 1,75 % à 1,85 %. La Caisse des Dépôts et Consignations a établi un avenant n°1 au contrat de prêt n°4512.

Il est donc nécessaire de délibérer de nouveau et d'abroger partiellement la délibération n°2013-101 du 31 mai 2013.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PAM	Caisse des Dépôts et Consignations	332 403 €	4512	100%

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières de l'emprunt garanti vous sont présentés en annexe 1.

Du fait de la garantie de l'emprunt, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'avenant n°1 au contrat de prêt référencé ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signé entre la SA d'HLM Harmonie Habitat l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations le prêteur.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1. Réhabilitation de 31 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Mahaudières » située 1-12 impasse Georges Sadoul et 1-3 place Marcel Pagnol à Rezé

Décide d'abroger partiellement la délibération n°2013-101 du 31 mai 2013 pour ce qui concerne l'opération de réhabilitation de 31 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Mahaudières » située 1-12 impasse Georges Sadoul et 1-3 place Marcel Pagnol à Rezé. Les autres dispositions de cette délibération restent inchangées.

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Harmonie Habitat pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous l'avenant n°1 au contrat de prêt n°4512, relative à l'opération de réhabilitation de 31 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Mahaudières » située place Pagnol et impasse Sadoul à Rezé, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'avenant au contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le prêteur puisse prononcer la résolution du contrat de prêt.

3. S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale du prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
4. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
5. Approuve l'avenant à la convention de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Harmonie Habitat consultable à la direction contrôle de gestion.
6. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer l'avenant à la convention de garantie et l'avenant au contrat de prêt.

Direction contrôle de gestion

31 – SA D'HLM LA NANTAISE D'HABITATIONS – OPERATIONS D'ACQUISITION EN VEFA ET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRES D'ORGANISMES BANCAIRES – GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Bornéo » située boulevard du Massacre à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	1 071 000 €	70106	100%
PLS Foncier		540 000 €		
CPLS		537 000 €		

Programme n°2 : Acquisition en VEFA de 2 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Opaline » située 15 – 16 route de Saint Joseph à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	77 550 €	72256	100%
PLS Foncier		51 000 €		
CPLS		42 850 €		

Programme n°3 : Acquisition en VEFA de 2 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Bois Colin » située 1 et 1 bis rue Bois Colin à Sautron.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	60 700 €	72660	100%
PLS Foncier		38 000 €		
CPLS		32 900 €		

Programme n°4 : Acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Novello 2 » située 151 - 153 route de la Gare et 26 rue du Bois Rigaud à Vertou.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	108 200 €	73526	100%
PLS Foncier		70 000 €		
CPLS		59 400 €		

Programme n°5 : Construction de 6 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Bois Colombes » située 20 – 22 rue Bois Colombes à Orvault.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat/ convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	195 900 €	74307	100%
PLUS Foncier		96 100 €		
PLAI		167 000 €		
PLAI Foncier		46 700 €		
	Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	60 000 €	101792	

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait des garanties d'emprunt, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats et la convention de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique, les prêteurs.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

M. Alain ROBERT et Mme Marie-Cécile GESSANT ne prennent pas part au vote

1. Sur le programme n°1 : Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Bornéo » située boulevard du Massacre à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement de trois lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°70106, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Bornéo » située boulevard du Massacre à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Sur le programme n°2 : Acquisition en VEFA de 2 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Opaline » située 15 – 16 route de Saint Joseph à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement de trois lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°72256, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 2 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Opaline » située 15 – 16 route de Saint Joseph à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. Sur le programme n°3 : Acquisition en VEFA de 2 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Bois Colin » située 1 et 1 bis rue Bois Colin à Sautron

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement de trois lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°72660, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 2 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Bois Colin » située 1 et 1 bis rue Bois Colin à Sautron, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

4. Sur le programme n°4 : Acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Novello 2 » située 151 - 153 route de la Gare et 26 rue du Bois Rigaud à Vertou

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement de trois lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°73526, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Novello 2 » située 151 - 153 route de la Gare et 26 rue du Bois Rigaud à Vertou, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

5. Sur le programme n°5 : Construction de 6 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Bois Colombes » située 20 – 22 rue Bois Colombes à Orvault

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°74307, et d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention n°101792, relatifs à l'opération de construction de 6 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Bois Colombes » située 20 – 22 rue Bois Colombes à Orvault, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat et de la convention de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

6. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.
7. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
8. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
9. Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations consultable à la direction contrôle de gestion.
10. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction contrôle de gestion

32 – OFFICE PUBLIC D'HLM NANTES METROPOLE HABITAT – OPERATIONS DE CONSTRUCTION, D'ACQUISITION EN VEFA ET DE REQUALIFICATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

L'Office public d'HLM Nantes Métropole Habitat sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties d'emprunts relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Athénaïs » située 80 boulevard Michelet à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	142 837 €	71555	100%
PLUS Foncier		80 971 €		
PLAI		99 512 €		
PLAI Foncier		50 750 €		

Programme n°2 : Construction de 60 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Chambelles » située rue Francis Leray à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	4 924 306 €	71465	100%
PLAI		1 612 769 €		

Programme n°3 : Acquisition en VEFA de 24 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Ouche Buron » située 1 avenue de la Gare de Saint-Joseph et 11 rue de l'Ouche Buron à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	1 299 479 €	71237	100%
PLUS Foncier		668 058 €		
PLAI		367 554 €		
PLAI Foncier		210 545 €		

Programme n°4 : Requalification de 48 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Bois Hardy TC2 » située rue de la Drôme à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PAM Eco-prêt	Caisse des Dépôts et Consignations	672 000 €	69520	100%
PAM amiante		449 074 €		
PAM		1 437 811 €		

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1. Acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Athénaïs » située 80 boulevard Michelet à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°71555, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 3 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Athénaïs » située 80 boulevard Michelet à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Construction de 60 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Chambelles » située rue Francis Leray à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement de deux lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°71465, relatives à l'opération de construction de 60 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Chambelles » située rue Francis Leray à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. Acquisition en VEFA de 24 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Ouche Buron » située 1 avenue de la Gare de Saint-Joseph et 11 rue de l'Ouche Buron à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°71237, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Ouche Buron » située 1 avenue de la Gare de Saint-Joseph et 11 rue de l'Ouche Buron à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

4. Requalification de 48 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Bois Hardy TC2 » située rue de la Drôme à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement de trois lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°69520, relatives à l'opération de requalification de 48 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Bois Hardy TC2 » située rue de la Drôme à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

5. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le prêteur puisse prononcer la résolution du contrat de prêt.
6. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
7. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.

8. Approuve la convention de contre garantie à conclure avec l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat consultable à la direction contrôle de gestion.
9. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

La Vice-Présidente,

Michèle GRESSUS

Les délibérations, annexes et dossiers s'y rapportant sont consultables dans les Services de Nantes Métropole (02.40.99.48.48)

Nantes le : 06 avril 2018

Affiché le : 06 avril 2018